

Afrique & travail décent rôle de l'Etat, état de la question

EST PLATE ?

L'Afrique noire

La Mer rouge

La Togue verte

Le Pétri jaune

L'Europe grise

Toutes par :

Sanou Mbaye (Sénégal)
Amin Mailim (Bénin)
Yves Ekioué Amaïzo (Togo)
Njanja Kihuria (Kenya)
Issa G. Shiyi (Tanzanie)
Sidi Camara (Mali)
Et l'Equipe du Gresea

Afrique & travail décent: rôle de l'Etat, état de la question

Edito: 60 Erik Rydberg	1
L'Afrique au secours du développement Sanou Mbaye	2
L'amélioration de l'économie africaine passe par l'Etat Amin Moilim	5
Crise économique en Afrique: vers un Etat social régulé Yves Ekoué Amaïzo	7
Un fonds monétaire africain: une option viable? Njonjo Kihuria	9
Afrique du Sud: nationaliser les mines?	12
Le panafricanisme dans la pensée de Mwalimu Nyerere Issa G. Shivji	13
La privatisation du Mali: les débats actuels et la crainte de la jeunesse désespérée	19
Le régionalisme: un outil pour le développement	21
Pour en savoir plus Marc François	23
A lire	24

GRESEA Echos N°60
Trimestriel: octobre-novembre-décembre 2009
Couverture: Guy Ekondo

Numéro coordonné par Tiago Stichelmans

Réalisé avec le soutien de



Editeur responsable:
Erik Rydberg, c/o GRESEA

Comité de rédaction:
Brahim Lahouel, Bruno Bauraind, Marc François,
Erik Rydberg, Xavier Dupret, Henri Houben, Tiago
Stichelmans.

Mise en page: Nathalie Van Verre

Abonnements:
8 euros/4 numéros
2 euros/numéro
CB: 068-2464659-13
IBAN: BE08-0682-4646-5913
BIC (swift): GKCCBEBB

GRESEA asbl
Groupe de Recherche pour une
stratégie économique alternative
Rue Royale 11, B-1000 Bruxelles
Tél. + 32 (0)2 219 70 76
Fax + 32 (0)2 219 64 86
Email: gresea@skynet.be
Site: www.gresea.be

60

Poser la question du travail décent en Afrique impose un recadrage adapté aux caractéristiques du continent. Terre de rapines, grenier colonial dont les cartes d'état-major signalent utilement la localisation des richesses – agriculture, pétrole, cuivre, coltan et autres métaux précieux. N'y figure guère mais il convient d'ajouter, à la manière du grain de sable: la région est peuplée d'Africains, quantité négligeable, dépossédés des dites richesses, certes, mais tout de même, ils sont là.

60

Ils n'ont pas intérêt à se pousser du col. Des plans de management imposés à leurs gouvernements par les capitales occidentales y veillent. Les pressions exercées récemment sur la République démocratique du Congo afin qu'elle renonce à signer des contrats commerciaux avec la Chine sont là pour le rappeler.

60

Susciter en Afrique une revendication pour rendre décente la condition humaine dans cet océan d'indécence tient dès lors du défi – fait aux puissances qui de loin la gouvernent.

60

Dit autrement, pas de travail décent sans des appareils d'Etat assez forts pour imposer la volonté des populations, et inverser le rapport des forces. En Afrique, il faut partir de là. Poser la question de l'Etat, ses capacités d'aménager à la vie publique un cadre, un espace de démocratie, des bases sur lesquelles construire. Sans Etat, en Afrique, le travail décent restera un vain mot.

60

C'est le survol auquel ce numéro thématique du Gresea Echos invite. Mettre en exergue, du point de vue africain, la possibilité de l'Etat. Un bref tour d'horizon, invitant à la réflexion. En Afrique du Sud: la revendication de la ligue de la jeunesse de l'ANC pour une nationalisation du secteur minier car une politique de développement industrielle passe idéalement – on sait cela, à gauche – par la propriété collective des moyens de production. Chez le togolais Yves Ekoué Amaïzo, c'est la nécessaire refondation d'un Etat social auto-régulé qui est examinée. Pour le grand angle, ensuite, on se reportera au sénégalais Sanou Mbaye, pour qui, fort de son expérience comme haut fonctionnaire de la Banque africaine de développement, seuls les Africains pourront sauver l'Afrique – des rets néocoloniaux, ils sont multiples. Stagiaire au Gresea, Sidi Camara invite quant à lui à examiner les causes, privatisation oblige, de la descente aux enfers de son pays, le Mali. De son côté, chercheur au Gresea, Tiago Stichelmanns, propose un bilan critique du régionalisme en Afrique – un thème qui, last but not least, sera lu avec intérêt au regard de l'analyse, jusqu'ici inédite en français, que le juriste tanzanien Issa G. Shivji a publiée dans Third World Resurgence sur l'apport, plus que jamais actuel, des deux grands théoriciens du panafricanisme, Julius Nyerere et Kwame Nkrumah. Bonne et fructueuse lecture!

15

Ceci est le 60ème numéro de notre périodique (dans sa version "nouvelle"). A raison de quatre numéros l'an, cela fait quinze années d'histoire, quinze années d'éducation à un autre développement. Celui des peuples. Nous vous donnons rendez-vous en 2024 pour le 120ème numéro. Nous fêterons cela – en Afrique?

Erik Rydberg

L'Afrique au secours du développement?

Sanou Mbaye, Sénégal, 13 Juillet 2009

Et si l'Afrique nous venait en aide, au moment où une crise majeure s'abat sur le monde ? Ce scénario est loin d'être impossible. Réserve incroyable de matières premières, l'Afrique pourrait bien, à l'avenir, nous donner des leçons sur l'emploi, l'endettement public et l'environnement.

De la fin de la seconde guerre mondiale au début des années 1970, les pays industrialisés, particulièrement ceux membres de l'OCDE, ont connu une période de très forte croissance économique. Cette création de richesse a été financée par des crédits accordés selon les conditions et modalités définies dans les accords de Bretton Woods signés en juillet 1944. Avec le dollar élevé au statut de monnaie de réserve mondiale, les États-Unis s'endettèrent massivement pour financer leurs différentes activités. Il s'est ensuivi une explosion de la masse monétaire américaine et l'incapacité des États-Unis d'honorer la parité or-dollar. Deux options leur étaient offertes: dévaluer le dollar ou abolir l'étalon or. Le président Richard Nixon opta pour l'abolition en 1972. Cela a consacré l'ère d'une économie d'endettement et d'une création monétaire totalement assujettie au volume des crédits levés par les banques, les États, les entreprises et les particuliers. Les pays se sont dotés de réserves internationales de devises pour se prémunir contre les chocs macroéconomiques et les désordres monétaires inhérents à cet usage généralisé de "monnaie papier". Toutefois, le fait que ces réserves soient dénommées à 62% en dollars, et que les autres devises internationales (euro, yen, livre sterling et autres) obéissent aux mêmes règles d'émission que le dollar limite leur portée.

La levée de toutes les mesures de régulation et de sécurisation des transactions financières lors du big-bang ^[1] des années 1980 a fini de parachever le processus de dérégulation des marchés des capitaux. Cela a donné

naissance à la financiarisation accélérée des économies des pays industrialisés, principalement celles des États-Unis et des pays européens. Les investissements productifs ont cédé le pas aux opérations spéculatives: "produits dérivés", "titrisation", "ventes à découvert de titres, etc. Les spéculations portent sur le niveau des taux d'intérêt, le prix du baril de pétrole, les prix agricoles, les cours des devises, des matières premières, des actions, etc.

Dans un tel système, les crédits sont adossés à d'autres crédits qui leur servent de garantie et non à des actifs réels comme de coutume. En matière de "titrisation" par exemple, les banques transforment leurs portefeuilles de crédits immobiliers en titres financiers qu'elles revendent aux investisseurs. Les risques inhérents à ces produits financiers sont énormes. Les banquiers n'en ont cure, dès l'instant que les bénéfices astronomiques qu'ils engrangent servent de base de calcul aux bonus reversés qui représentent 60% de leurs émoluments. Ces pratiques spéculatives, non seulement privent l'économie réelle d'investissements productifs et de créations d'emplois, mais elles contribuent, de surcroît, à l'instabilité du système monétaire international et à la fragilisation de l'ordre économique et des pouvoirs publics.

La crise des "subprimes"

L'édifice s'est donc tout naturellement effondré lorsque des millions de ménages américains ont été incapables de rembourser leurs crédits immobiliers. Les banques ont enregistré des pertes énormes. Pire, l'étendue des créances douteuses et la valeur réelle des titres toxiques adossés à ces crédits immobiliers rebaptisés "subprimes" ne sont pas quantifiables. Confrontées à une telle situation, les banques ont réduit leurs opérations. Une contraction de crédits qui alimente à son tour le déclin de l'investissement et de la demande de biens de consommation, une baisse de la production, l'érosion de la rentabilité des entreprises, la sous utili-

sation de leurs capacités productives, les faillites, et les licenciements. Les États occidentaux sont intervenus pour renflouer les banques avec des plans de sauvetage estimés à des centaines de milliards de dollars afin d'éviter leur déconfiture et pour les inciter à reprendre leurs activités. Pour ce faire, ils recourent à l'endettement et à l'utilisation de la planche à billets comme en Angleterre et aux États-Unis au risque de créer de l'inflation qui frappera d'abord les couches les plus fragiles de la population : ceux qui sont sans revenus réguliers ou ont des revenus non indexés, et les chômeurs qui seront légion. Quelle que soit la portée de telles mesures, l'architecture du nouveau système monétaire qui va émerger de cette crise devra, pour être viable, assujettir l'émission monétaire à un étalon, restaurer la fixité des taux d'intérêt, des taux de change, des commissions et des prix, sécuriser et réguler les activités du marché des capitaux et des paradis fiscaux. La restauration de la compétence socio-économique des États, laminée par les politiques néolibérales de la mondialisation, est un préalable à la prise et à la mise en place de telles mesures.

Nouvelle division internationale du travail ?

Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont été les principaux protagonistes de la conférence de Bretton Woods durant laquelle ont été élaborées les grandes lignes du système financier international qui vit le jour en 1944. Dans la géopolitique mondiale actuelle, les États-Unis et la Chine seront les acteurs majeurs du nouvel ordre qui est en négociation au sein du G20 élargi à l'Union africaine. Le monde aura toujours besoin de foyers de développement pour servir de "locomotives" de croissance à ses activités économiques. Les pays du BRIC : Brésil, Russie, Inde, et plus particulièrement la Chine ont joué ce rôle ces dernières décennies. Mais leurs appareils productifs alimentés par un usage inconsidéré d'énergies

polluantes n'ont, en rien, différé de ceux des pays occidentaux. Dans la nouvelle division internationale du travail ^[2] qui va naître de la crise actuelle, il est probable que pour limiter les dégâts environnementaux inhérents à leurs modèles de développement, ces pays vont remodeler leurs appareils productifs. La formation première de leur richesse devrait provenir, davantage de leurs industries de service, de haute technologie et de production de produits de substitution à leurs importations, que de leurs exportations de produits manufacturés. Dans une telle configuration, il restera l'Afrique comme candidate potentielle pour servir d'usine et de moteur à la reprise mondiale.

Appeler l'Afrique à l'aide?

En ce qui concerne le continent africain, les médias font état des famines, des guerres, de la corruption, du sida et des dettes qui le minent. Il est toutefois bon de rappeler que pour financer leur développement, les pays d'Afrique subsaharienne, à l'exclusion de l'Afrique du Sud, n'ont pas eu accès aux marchés des capitaux. À leur accession à l'indépendance, ils ont hérité des dettes que leurs colonisateurs anglais et français avaient contractées pour les exploiter. Ceci les plaçait dans une position d'insolvabilité selon les agences de notation qui détiennent le sésame d'accès aux marchés des capitaux. Ils ont donc été contraints de recourir à l'aide pour financer leur développement. Les prêts et les dons alloués au titre de l'Aide publique au développement (APD) par les Institutions financières internationales (IFI), essentiellement la Banque mondiale et le FMI, et par les pays occidentaux sont utilisés pour rémunérer les biens et services liés à l'exécution de projets et de programmes qui répondent davantage aux impératifs d'exportation des pays développés qu'aux besoins réels des pays emprunteurs. Les sommes accordées peuvent aussi servir à rembourser des arriérés de paiement. L'"aide" sert également à financer des opérations humanitaires, des projets d'assistance technique et des annulations de dettes publiques. Les budgets de l'APD incluent aussi une enveloppe "sécurité" qui sert

à financer des achats d'armes et des opérations militaires. Les centaines de millions de dollars dépensés par les États-Unis dans sa croisade contre Al-Qaïda en Afrique sont prélevés sur le budget de l'USAID ^[3]. De même, le Fonds européen de développement (FED) finance une partie du budget annuel de plus de 400 millions d'euros alloués aux forces européennes de maintien de la paix en Afrique. Les prêts de l'APD sont également assujettis aux conditions du consensus de Washington: libéralisation du commerce, dérégulation des circuits financiers, privatisation des actifs publics et austérité budgétaire.

Un continent générateur d'emplois

La construction de l'Afrique comme nouveau moteur économique peut donner naissance à la création des millions d'emplois dont le monde a besoin dans les décennies à venir pour restaurer ses équilibres. Cet objectif doit constituer les fondations d'un nouveau partenariat entre l'Union africaine, ses États membres et la communauté internationale. L'environnement économique dans la région est favorable à cette révision radicale. Les conditions requises pour une industrialisation florissante et un décollage économique sont remplies, à savoir: une croissance continue du PIB, un niveau faible d'endettement, la solvabilité, des taux de profits élevés, une sécurité des investissements, une main-d'œuvre qualifiée et une abondance de sources d'énergies renouvelables. En matière de croissance, en dépit du piège des IFI et de l'APD combiné à la modicité des Investissements directs à l'étranger (IDE), l'Afrique subsaharienne n'a quasiment pas connu de récession depuis un demi-siècle si on s'en tient au PIB hors démographie. En revanche, le PIB par habitant a été faible, voir négatif sur certaines périodes.

L'Afrique, nouvel El Dorado ?

Plusieurs facteurs ont contribué à alimenter cette croissance ces dernières années. Il y a eu, d'abord, la remontée des cours des matières premières. Alors que les prix de ces dernières avaient fait l'objet de spéculation

à la baisse de la part des pays occidentaux pendant des décennies, la forte demande en provenance de la Chine et d'autres pays émergents a impulsé un mouvement de hausse à ces prix. Une autre source de croissance économique africaine est liée à l'exode rural et à l'urbanisation qui en a résulté. Cela a renforcé un secteur informel dynamique qui contribue à la création de 90% des emplois contre 5% pour le secteur public et 5% pour le secteur privé. L'augmentation de la production vivrière et du commerce intra-régional, un accroissement des investissements américains et chinois dans l'exploitation pétrolière, un volume d'échanges en perpétuelle croissance avec la Chine, les transferts des migrants dont on estime le montant supérieur à celui de l'aide, constituent les autres facteurs de croissance des économies africaines.

Une dette publique inférieure aux pays occidentaux

S'agissant de la dette publique africaine qui soulève tant de débats, il serait opportun de rappeler qu'elle se monte à 300 milliards de dollars, soit seulement 0,6% de l'endettement public mondial comparée à 90% pour les pays occidentaux et 8% pour l'Asie. C'est dire, l'étendue de la marge de manœuvre dont disposent les pays africains pour s'écarter de l'industrie de l'aide et privilégier la mobilisation de l'épargne intérieure et nationale dans les bourses nationales et régionales. Des dizaines de ces dernières sont opérationnelles sur le continent. Elles ont servi à des établissements comme la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et la Sonatel pour émettre des emprunts en monnaies locales africaines. Ces opérations de mobilisation de l'épargne interne ont été largement couronnées de succès. De surcroît, pour leur accès aux marchés des capitaux, plusieurs pays ont désormais reçu des notations financières qui se sont révélées supérieures ou égales à celles de nations aussi industrialisées que la Turquie, le Brésil ou l'Argentine. En septembre 2007, le Gabon et le Ghana ont levé respectivement 1 milliard et 750 millions de dollars sur le marché des capitaux. La tendance devrait se poursuivre

vre et s'amplifier, surtout si l'on considère la solvabilité des pays de la région. La valeur financière des gisements africains de matières premières, connus à ce jour, s'élève à 46.200 milliards de dollars. Ce patrimoine gigantesque de ressources naturelles est capable d'assurer la solvabilité des pays africains bien au-delà de leurs besoins pour peu que leurs dirigeants fassent preuve d'une bonne gestion politique et économique dans leur valorisation [4].

L'Afrique, continent d'un nouveau développement

S'agissant de la rentabilité des investissements c'est en Afrique, selon le Bureau d'analyse économique du département d'état des États-Unis, où l'on réalise, en règle générale, les profits les plus élevés. Le taux de rentabilité interne sur les investissements directs étrangers a été en moyenne en 2000, de 19,4% en Afrique, comparé à 18,9% au Moyen-Orient, 15,1% en Asie-Pacifique, 8,3% en Amérique Latine et 10,9% en Europe. Mais, en dépit de la supériorité de ses marges bénéficiaires, l'Afrique n'a attiré que 1,1 milliard de dollars d'investissements directs étrangers en 2000, contre 1,9 milliard de dollars au Proche-Orient, 21 milliards de dollars à l'Asie-Pacifique, 19,9 milliards de dollars à l'Amérique latine et 76,9 milliards de dollars à l'Europe[5]. La part des investissements réservée à l'Afrique est non seulement modique, mais elle est également restreinte au secteur primaire et aux hydrocarbures. Cette situation perpétue l'asservissement de la région et son appauvrissement dus à l'exploitation systématique de ses ressources sans contrepartie d'investissements productifs, de créations d'emplois et d'exportations de biens manufacturés. Autre facteur qui incite à investir en Afrique: l'existence avérée d'une main-d'œuvre qualifiée. Selon la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) 23.000 universitaires et 50 000 cadres supérieurs et intermédiaires quittent chaque année le continent africain tandis que 40.000 Africains titulaires d'un doctorat vivent déjà hors du continent. Les deux tiers des étudiants restent dans les pays d'accueil après

leur formation, faute de perspectives dans leurs pays d'origine. En ce qui concerne l'environnement, les émissions de gaz carbonique qui sont à l'origine du réchauffement climatique résultent, en grande partie, du modèle de développement de l'Occident basé sur l'exploitation démesurée des ressources naturelles du patrimoine mondial. La crise financière qui affecte le monde se double d'une crise écologique. Sa résolution passera par la restauration d'un environnement écologique mondial viable. D'où l'urgence de substituer aux énergies fossiles des énergies propres. Sur ce chapitre, il convient de noter la richesse de l'Afrique noire en énergie hydraulique avec des réserves estimées à des milliers de milliards de kilowatts/heure, représentant environ la moitié des réserves mondiales. Les pertes importantes qui étaient liées au transport de l'électricité sur un réseau de courant alternatif étant désormais maîtrisées grâce aux percées technologiques réalisées en matière de courant continu à haute tension, l'exploitation de l'énergie hydroélectrique du seul fleuve Congo avec l'aménagement des barrages d'Inga et de Kisangani pourrait suffire à satisfaire les besoins en électricité du continent noir, et même ceux des pays d'Europe du sud. Mieux encore, quelle que soit l'ampleur des ressources hydroélectriques que recèle l'Afrique, elles sont négligeables comparées à celles qu'offre l'énergie solaire. Le soleil déverse sur la terre tous les ans l'équivalent de 1,5 million de barils d'énergie pétrolière au kilomètre carré. Grâce à la technologie d'"énergie solaire concentrée", il suffirait de concentrer l'énergie solaire sur une superficie équivalente à 0,5% des déserts chauds, en l'occurrence celui du Sahara pour couvrir les besoins du monde en énergie.

Comme on le voit, l'Afrique serait prête à chausser les bottes de la Chine comme "atelier" du monde. Cela nécessiterait, toutefois, une véritable révolution sociale, culturelle, et éducative. En effet, des traumatismes engendrés par les pesanteurs de l'histoire qu'ont été l'esclavage et la colonisation ont résulté en la déstructuration de la personnalité des Noirs. Les complexes d'infériorité, l'absence de conscience

historique, le manque de confiance et de foi en soi, ont conduit à un comportement empreint de mimétisme, de soumission et de dépendance. Le système de domination institué par l'Occident se perpétue en se métamorphosant en "forces internes", à travers les pratiques sociales des dirigeants, des élites, des groupes et des classes locales qui servent les intérêts étrangers. S'il ne fait pas de doute que l'Afrique constituerait un des foyers de croissance de l'ère post-crise, il faudrait cependant deux préalables pour que cela profite à ses populations. Tout d'abord, il faut que l'Occident cesse de piller les ressources du continent, d'y fomenter des désordres et de s'en servir comme prétexte pour y justifier le déploiement de ses forces militaires afin de perpétuer, en toute impunité, une politique d'occupation qui date de plusieurs siècles. En parallèle, le continent doit s'embarquer dans un vaste programme d'éducation afin de susciter l'émergence d'une culture de solidarité et d'indépendance, une transformation radicale des mentalités, une restructuration de la personnalité de l'homme noir, une modernisation des sociétés africaines et une révision de la culture prédatrice de l'exercice du pouvoir des dirigeants et des élites. ■

Notes

[1] 27 octobre 1986 : dérégulation marchés financiers: suppression commissions fixes - suppression division traditionnelle entre brokers, courtiers passant les ordres des investisseurs, et jobbers, techniciens fixant les prix - introduction système électronique de cotation - mise en place salles de marché

[2] Répartition de la production mondiale des biens et des services entre pays ou zones économiques plus ou moins spécialisées.

[3] United States agency for international development (l'Agence des États-Unis pour le développement international). Théoriquement indépendante, cette agence est chargée du développement économique et de l'assistance humanitaire dans le monde.

[4] David Beylard, "L'arnaque des juniors minières en Afrique", Les Afriques, 28 mai 2009. Consultable à l'adresse suivante : www.lesafriques.com

[5] HSBC's World Economic Watch, 11 octobre 2001, rapport fondé sur des données fournies par le Bureau d'analyse économique des États-Unis.

Source: Article publié sur : <http://sanoumbaye.free.fr/blog/index.php?archives/450-L'Afrique-au-secours-du-developpement.html>

L'amélioration de l'économie africaine passe par l'État

Amin Moilim, Bénin, 23 novembre 2007

Depuis les années 1980, un débat qui revient souvent dans l'actualité est celui du rôle de l'État dans l'économie. En Occident, c'est la privatisation des sociétés d'État qui occupe les débats. Cette remise en question du rôle de l'État dans l'économie est causée par le néolibéralisme qui sous-tend deux choses: l'ouverture des marchés au secteur privé et un rôle minimal de l'État dans l'économie.

Pour ce qui est du continent africain, la question est de savoir si l'État a un rôle ou non à jouer dans l'amélioration de l'économie. Pour ma part, je crois fermement que le rôle de l'État est capital dans l'économie nationale, ce qui est d'autant plus vrai dans le cas de l'Afrique. L'histoire a démontré que l'interventionnisme de l'État dans l'économie est essentiel afin de stimuler le marché et stabiliser l'activité économique, sans oublier que les gouvernements peuvent légiférer en réglant certains aspects de l'économie. En somme, l'État a trois fonctions essentielles dans l'économie : redistribuer la richesse, corriger les échecs des marchés et stabiliser l'économie tout en créant des biens publics.

Une leçon d'histoire

Le continent noir a malheureusement connu plusieurs bouleversements au cours de son histoire. Ils vont de la colonisation, au traçage artificiel des frontières nationales, sans oublier les luttes pour l'indépendance. Ces bouleversements ont affecté dans une certaine mesure le développement économique de l'Afrique.

Dans les années 1980, sous l'impulsion des politiques néolibérales, les organisations internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) proposaient, ou plutôt, imposaient aux pays africains les fameuses politiques d'ajustements structurels (PAS) pour le remboursement de la dette. Ces poli-

tiques visaient ni plus ni moins qu'une ouverture totale des marchés au secteur privé et un État moins interventionniste qui s'occupait surtout de sécurité. Ces politiques n'ont fait qu'accroître la précarité des pays africains en réduisant les dépenses sociales, en supprimant les tarifs douaniers, en instaurant des taxes sur des services publics et en dévaluant les monnaies. De son côté, la Banque mondiale (BM), après avoir soutenu les politiques du FMI, soutient dans son rapport sur le développement dans le monde de 1997: "qu'en l'absence d'un État efficace, le développement est impossible en Afrique"⁽¹⁾.

Le rôle primordial de l'État dans l'économie

J'insiste pour dire que l'État doit intervenir dans l'économie afin de permettre une meilleure redistribution des richesses à la population. Le cas du continent africain est en soi un bon exemple, compte tenu de ses nombreuses richesses naturelles comme le diamant, le nickel, le fer, le cacao, le pétrole, etc. L'État ne peut se permettre de laisser la plus grande portion de la richesse au secteur privé, puisque les ressources appartiennent à l'ensemble de la population, riche comme pauvre. D'ailleurs, la montée de la gauche en Amérique latine, menée par Hugo Chavez, prend racine dans les ratés des politiques néolibérales. Effectivement, comment peut-on espérer améliorer l'économie nationale, si les besoins les plus fondamentaux de la population ne sont plus garantis par l'État?

Selon nous, il est fondamental que l'État joue un rôle important dans l'économie afin de corriger les échecs des marchés. Les économies des pays africains sont encore embryonnaires comparées aux économies des pays occidentaux. Pour faire face à la mondialisation, les gouvernements africains doivent donc intervenir afin d'éviter la

concentration de la richesse, c'est-à-dire les monopoles et les oligopoles, et favoriser une meilleure concurrence. L'économie africaine est surtout constituée de petites et moyennes entreprises (PME) qui occupent la plus grande part de l'économie et l'État doit pouvoir garantir une place dans le marché aux produits domestiques qui coûtent plus cher que les produits importés.

Enfin, il nous apparaît indéniable que l'État doit intervenir dans l'économie afin de jouer un rôle de stabilisateur des marchés. Une des missions de l'État est de surveiller l'offre et la demande des biens, de manière à réguler les fluctuations de l'activité économique. D'ailleurs, dans les pays occidentaux, les banques centrales qui relèvent de l'État interviennent dans l'économie pour hausser ou baisser le taux d'intérêt selon les fluctuations économiques.

L'importance du secteur privé

Cela dit, l'importance du rôle de l'État dans l'amélioration de l'économie africaine ne passe ni par un État communiste, ni par une économie planifiée. De plus, cela ne veut pas dire que le secteur privé n'a pas sa place. Au contraire, les investissements directs étrangers (IDE) des grandes compagnies et ceux des organisations internationales doivent se poursuivre, sans oublier l'entrepreneuriat du secteur privé local. La présence du secteur privé est indispensable dans toute économie. Il est clair que les États africains ne peuvent à eux seuls améliorer l'économie du continent.

Les solutions d'avenir

L'amélioration de la situation en général en Afrique passe par la bonne gouvernance des autorités en place. Pour faire progresser davantage l'économie de leur pays, les gouvernements doivent faire une place importante au secteur privé. Mais cette amélioration

de l'économie ne peut se faire sans un État interventionniste qui redistribue la richesse, corrige les échecs des marchés et stabilise les fluctuations tout en stimulant l'économie au besoin.

Pour des économies fragiles et embryonnaires comme celles des pays africains, la non-intervention de l'État serait catastrophique puisque le secteur privé aurait les coudées franches pour concentrer la richesse au détriment de la majorité des forces productives et du bien-être de la population. La solution la plus envisageable dans l'amélioration de l'économie des pays africains passe donc par des États qui soient davantage sociaux-démocrates et qui assurent une bonne gouvernance. ■

Références

Anonyme, "La Banque mondiale appuie le rôle de l'État". Département de l'information des Nations unies, 2 août 1997, pp. 1-7

CONCHIGLIA, Augusta, "L'Afrique au-delà des idées reçues". Monde diplomatique, 07 juillet 2007, pp. 1-15

Anonyme, "Le Développement Économique en Afrique". Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement, 26 octobre 2007, pp. 1-5.

Anonyme, "Rapport économique sur l'Afrique 2007". ONU, commission économique pour l'Afrique, 2007, pp. 1-123.

Notes

1. *Analyste en formation, École de politique appliquée, Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke.*

Source: article publié sur <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAnalyse?codeAnalyse=528>

"Seuls les oiseaux apprivoisés connaissent la nostalgie du pays. Les sauvages voient."

Elmer Diktonius,
cité par Gunnar Brusewitz,
1972.

"Quiconque pense qu'une croissance exponentielle puisse continuer éternellement dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste."

Kenneth Ewart Boulding, 1996

"Derrière le soi-disant rideau censé cacher et couvrir l'intérieur, il n'y a rien à voir si nous n'allons pas nous-mêmes faire un tour derrière, à la fois pour qu'il y ait vision et pour qu'il y ait derrière quelque chose à voir."

Hegel,
cité par Jean-Clet Martin, 2009.

Crise économique en Afrique: vers un État social régulé

Yves Ekoué Amaizo¹, Togo, 7 Janvier 2009

Il est quasiment sûr aujourd'hui que la conjoncture mondiale va se dégrader en 2009 et 2010 avec un taux de croissance mondial largement en dessous des 2,2% annoncés par le Fonds monétaire international². Les conséquences sur l'Afrique seront moins sensibles sur les économies pétrolières africaines ou les grands exportateurs de matières premières pour lesquelles les prix n'auront pas chuté.

Pour les autres, c'est une période d'incertitudes, avec paradoxalement, de nouveaux risques comme l'augmentation des interventions de l'armée dans la vie politique, des crises sociales et des grèves liées aux inégalités, l'injustice et à la corruption, une recrudescence des liens bilatéraux avec l'Occident aux dépens de l'intégration régionale africaine. Ceci peut déboucher sur une paralysie des intentions de relance des économies africaines par le soutien au pouvoir d'achat et le paiement effectif de la dette intérieure lesquels pourtant permettent de venir en appui aux petites et moyennes entreprises et industries africaines y compris celles opérant dans l'artisanat et dans le tourisme.

Ne plus hiberner "au soleil" !

Alors que la croissance économique africaine a, bon an mal an, soutenu la croissance mondiale, les dirigeants africains ne peuvent plus continuer à hiberner "au soleil". Ils ne peuvent plus faire le dos rond face à une nouvelle crise économique en formation qui risque de se transformer en opportunité pour ceux des pays qui font reposer leur démocratie économique sur la régulation, la transparence et l'éthique. Il ne s'agit pas de relâcher les efforts de bonne gouvernance en augmentant le déficit public mais plutôt de considérer la crise financière occidentale comme une opportunité pour revoir les arbitrages budgétaires et relancer la

demande privée africaine. Pour ce faire, les États africains ne peuvent plus se contenter de jouer sur les outils monétaires et budgétaires nationaux, mais doivent s'organiser au niveau supranational et continental pour signer un pacte de soutien au pouvoir d'achat afin d'opter et d'organiser enfin collectivement les processus permettant d'aboutir à de la croissance économique partagée.

Une confiance retrouvée entre les dirigeants et les populations est indispensable. Cela suppose des changements tels que : la nécessaire réforme de l'accès au crédit, la révision de la conception laxiste des délais de paiement en Afrique, la volonté réelle d'honorer la dette intérieure comme partie intégrante de la relance économique, la relance budgétaire axée sur le développement des capacités productives et de la productivité agricole, l'investissement dans les infrastructures et l'organisation logistique. A l'instar des pays du G 20, l'Afrique ne peut faire l'impasse sur une relance budgétaire sans s'appuyer sur les surplus dégagés sur le continent y compris ceux des investisseurs étrangers. Bref, c'est d'une solidarité nouvelle dont l'Afrique a besoin pour faire face à la crise économique. A défaut, l'Afrique aura hiberné pendant la crise financière occidentale laquelle ne restera pas sans conséquences fâcheuses sur les économies africaines.

L'augmentation du chômage en 2009

Avec environ 210 millions de sans-emploi dans le monde en 2009, l'Organisation internationale du Travail prévoit plus de 20 millions de chômeurs officiels rien que pour cette année avec un taux d'exclusion très élevé chez les moins de 24 ans. En Afrique, avec l'instabilité du travail dans le secteur informel, les conséquences de la crise financière vont aggraver la fracture sociale tout en contribuant à l'augmentation de

la précarité de l'emploi. La conséquence directe sera une augmentation de la flexibilité non sollicitée dans le travail, et en définitive, un recul sérieux du travail décent et du respect des droits acquis des employés. La 2ème conférence entre les partenaires sociaux organisée conjointement par l'OIT et l'Union africaine à Ouagadougou au cours du mois de février ne manquera certainement pas de rappeler l'acuité de la situation sans nécessairement y apporter des remèdes. Les efforts devront commencer au niveau de l'État et des partenaires sociaux eux-mêmes.

Il faudra nécessairement organiser des assemblées annuelles quadripartites entre État, patronat, actionnaires et représentants des employés pour se mettre d'accord sur les concessions et avancées à réaliser au cours de l'année et se revoir chaque année ou plus souvent pour faire respecter les engagements pris et les faire évoluer. Mais tout ceci n'a pas de sens si l'Afrique continue à négliger systématiquement la production industrielle alors que tous les chefs d'État africains ont approuvé en 2004 une stratégie commune de développement des capacités productives en Afrique. Faut-il rappeler que c'est sur les critères de croissance négative consécutive de trois trimestres de la production industrielle qu'une économie est déclarée en récession ? Malgré ces deux préceptes, la sortie de crise pour l'Afrique risque de prendre du temps et devra être simplement intégrée dans les politiques de croissance accélérée et partagée. A défaut, c'est bien à une augmentation du chômage officiel et officieux que l'on va assister en 2009. Les banques opérant en Afrique devraient pouvoir bénéficier d'une forme de garantie des États afin de les amener à desserrer l'étau du crédit et à assurer, grâce à la sous-traitance, un système d'accompagnement par des sociétés de consultants locaux afin d'assurer un taux de succès plus important des af-

fares et projets privilégiant l'économie de proximité.

La production industrielle mondiale est en chute libre depuis près de quatre trimestres dans les pays riches avec comme conséquence un taux record de chômage prévu en 2009. Cette récession du secteur industriel devrait rappeler à l'Afrique que le développement durable ne peut se faire sans le développement industriel. Aussi le développement des capacités productives et la production manufacturière fondée sur la transformation et la diversification des secteurs productifs où l'Afrique présente des avantages compétitifs doivent redevenir le moteur de la croissance de l'économie africaine. C'est pourtant à partir d'un minimum d'environ 17% de valeur ajoutée manufacturière dans le produit intérieur brut que les économies africaines pourront certainement contribuer à créer et partager de la richesse et en conséquence réduire la pauvreté de manière pérenne avec des occupations et des emplois décents.

Revaloriser la responsabilité individuelle

La contractualisation de l'activité mondiale va limiter les demandes en provenance de l'Afrique. La perte de pouvoir d'achat des populations et la détresse des jeunes, avec ou sans diplômes, risquent de devenir une bombe à retardement pour des dirigeants africains qui n'ont pas, pour la plupart, pris la mesure des nouveaux enjeux et de leur inadaptabilité à faire preuve d'audace et d'innovation au service des populations. Les rares usines africaines risquent de tourner en deçà de leur capacité de production de croisière, le tourisme pourrait en retour stagner du fait de l'insécurité et de l'imprévisibilité grandissante en Afrique alors que le pouvoir d'achat fond chez les clients traditionnels. Le paquet fiscal qui aurait pu être espéré d'une industrie florissante en Afrique, mais détenue pour l'essentiel par des non-Africains, suppose une anticipation et une volonté de bâtir pour les générations futures. Malheureusement, la situation actuelle se caractérise plus par des engagements budgétaires valorisant le surendettement avec un

report quasi systématique sur les Africains de demain dont le péché originel risque d'être endetté avant même de naître.

Aussi la contraction profonde des économies riches au cours du premier trimestre 2009 devrait faire réagir l'Afrique. Il n'est donc plus question de tergiverser sur le soutien à apporter aux entrepreneurs locaux et ingénieurs. Il faut simplement les soutenir et les organiser en réseaux d'affaires pour faire face à la compétition mondiale. C'est de pragmatisme économique dont il est question ici. Les dogmes de l'économie du laisser-faire reposant uniquement sur des politiques monétaristes (école de Milton Friedman), ou des ajustements budgétaires conçus comme des gouffres sans fin (mauvaise assimilation de la pensée de John Maynard Keynes) sont à proscrire. Les défaillances des marchés ne peuvent faire oublier qu'il faut des formes nouvelles d'économie du marché où le volet social va de pair avec la compétition régulée. Les dirigeants africains doivent oublier les vertus de l'État minimaliste prônées par des institutions outre-atlantique. Ils doivent au contraire prendre conscience que la part de leur responsabilité individuelle, actuellement protégée par le statut diplomatique, reste souvent écrasante dans le sort réservé aux populations africaines. Les dirigeants africains devraient opter pour un Etat social régulé et rompre avec les délégations pyramidales du pouvoir où le sommet n'est jamais responsable, ni coupable. ■

Notes

1. Directeur du Think Tank "Afrology". Groupe de réflexion, d'action et d'influence.
2. IMF, WEO, November 2007.

Source

Article publié sur: www.afrology.com

http://www.lanouvelleexpression.info/index.php?view=article&id=3409:crise-economique-en-afrique--vers-un-etat-social-regule&option=com_content&Itemid=59

"J'entends des gens parler de leurs voyages de vacances ou des choses de ce genre, et je m'interroge, de quoi diable s'agit-il? Je n'ai aucun désir de partir en vacances. Une journée parfaite, pour moi, c'est être assis dans une pièce devant une feuille blanche. Cela, c'est le paradis. C'est de l'or et tout le reste revient à gâcher son temps."

Cormac McCarthy,
interviewé par le Wall Street
Journal,
20 novembre 2009.

Un Fonds Monétaire Africain: une option viable?

Njonjo Kihuria, Kenya, 12 octobre 2002, East African Standard*

Étant donné les difficultés à respecter les conditionnalités imposées par les institutions de Bretton Woods, récemment, beaucoup de pays africains n'ont pas été capables de recevoir tant des financements de court terme du FMI, que des financements de long terme de la Banque Mondiale. Les pays africains ont expliqué que ces conditionnalités n'étaient pas réalistes et ne tenaient pas compte du contexte du continent. Homme d'affaires et ancien président de la Bourse de Nairobi, Jimnah Mbaru estime que ces arguments sont largement valables dans cet entretien avec Njonjo Kihuria, et plaide pour un Fonds Monétaire Africain comme une alternative viable.

Question: Comment vous est venue l'idée d'un Fonds Monétaire Africain (FMA)?

JIMNAH MBARU: Cette idée m'est venue lorsque j'écrivais mon mémoire de fin d'études en droit. Dans ce mémoire intitulé "Capital Markets and Economic Development" (Marchés de capitaux et développement économique), je cherchais des moyens pour développer les marchés de capitaux d'une telle manière qu'ils puissent contribuer au développement économique de l'Afrique.

Alors que je cherchais des options viables, j'ai réalisé qu'il existait d'autres institutions qui étaient centrales pour fournir des financements au gouvernement. En plus du marché des obligations, nous continuons à collecter des fonds à travers la Banque Mondiale et le FMI et c'est pourquoi j'ai pensé qu'un FMA serait un bon moyen (pour collecter des fonds).

En 1998, au moment de la crise financière du Sud-est asiatique, le Japon a proposé la mise en place d'un Fonds Monétaire Asiatique. Le Japon a alors soutenu qu'il serait plus proche des pays asiatiques et pourrait facile-

ment identifier une crise potentielle. Le FMI s'est évidemment opposé à l'idée. L'idée d'un Fonds Latino-Américain, qui serait plus proche des marchés de ces pays, a également fait son apparition en Amérique du Sud. De tels fonds pourraient également être utilisés pour collecter des financements locaux. Ainsi, si nous souhaitons collecter des ressources locales pour financer notre développement économique, un Fonds Monétaire Africain serait une institution viable.

Q: Dans quelle mesure serait-il réellement viable?

R: Il ne serait peut-être pas viable immédiatement, mais l'idée le sera dans les prochaines 10 ou 20 années. L'architecture financière change partout dans le monde et la manière dont le développement économique est financé est également en train de changer. Il y a vingt ans, nous ne parlions pas des marchés de capitaux comme des institutions fortes. Dans ce pays [le Kenya NDT] nous ne parlions pas de marché d'obligations il y a encore quelques années, pourtant, aujourd'hui, nous voyons que le gouvernement est capable de collecter des fonds à travers l'émission d'obligations sur le marché.

Nous réalisons également que les modèles de développement économique recommandés par les pays occidentaux ne fonctionnent pas nécessairement dans les pays en développement. Ce qui est nécessaire, c'est de développer des institutions nationales, régionales ou continentales qui pourraient devenir des agents de mobilisation des ressources pour soutenir le développement économique. C'est pourquoi un FMA sera tout à fait viable dans le futur.

Q: Quelles seraient les principales différences entre le FMA et le FMI?

R: Fondamentalement, le FMA sera situé en Afrique et se focalisera

uniquement sur le continent. Les ressources actuellement à la Banque Mondiale sont disponibles pour tous les pays et se concentrent donc de façon variable. Au moment de la crise en Asie, on se focalisait sur la région, tout en abandonnant l'Afrique. La même chose est arrivée lorsque l'Europe de l'Est et la Russie étaient en crise.

Le FMA sera mandaté pour ne s'occuper que des problèmes africains sans devoir modifier en permanence les domaines sur lesquels on se concentre. Il sera beaucoup plus proche des pays qu'il est supposé servir que le FMI. Étant plus proche, il comprendra mieux les problèmes auxquels ces pays font face, qu'il s'agisse de problèmes sociaux, économiques ou politiques. Lorsqu'il mettra en place des conditionnalités, elles seront plus réalistes, pertinentes et basées sur le contexte.

De nombreux pays africains ont des systèmes politiques très faibles et ne peuvent donc pas mettre rapidement en place certaines politiques. Cela concerne notamment les coupes budgétaires dans le service public, qui, si elles sont mises en place soudainement, provoqueront des problèmes sociaux pouvant causer la chute de régimes politiques. Contrairement au FMI, un Fonds Monétaire Africain comprendra ces faiblesses.

Q: Où et comment un tel fonds trouvera des financements?

R: Lorsque vous créez une telle institution, vous avez besoin de sponsors et tous les pays africains seront membres du Fonds à travers l'acquisition d'actions. Cela implique des contributions des pays membres. Il y a par ailleurs quelques pays en Afrique qui disposent de ressources substantielles dont certaines parties pourraient être placées comme des dépôts dans cette institution. Des pays comme le Botswana, la Libye et peut-être Maurice et

l'Afrique du Sud ont des réserves substantielles. Le Kenya possède des réserves d'à peu près un milliard de dollars et une part de ces réserves, disons 20 %, pourrait être placée au FMA.

Je pense qu'il y a d'autres pays, qui ont des sympathies pour le développement de l'Afrique, l'Arabie Saoudite comprise, avec des réserves excédentaires qui pourraient fournir des fonds.

La troisième source est l'émission d'obligations libellées en devises étrangères dans le marché Euro/dollar et dans les marchés internationaux de capitaux. Même le FMI, s'il est engagé en faveur du développement économique de l'Afrique, pourrait être intéressé par le placement de certains fonds au FMA. Il y a également de nombreux pays donateurs, des ONG et des individus fortunés qui seraient intéressés à supporter le développement économique de l'Afrique.

Q: Si le FMI intervient comme co-financeur, n'introduira-t-il pas plus de conditionnalités?

R: A en juger par l'hostilité du FMI et de la Banque Mondiale par rapport au projet de création d'un Fonds Monétaire Asiatique, je ne m'attends pas à un soutien immédiat du FMI pour l'idée. Les gouvernements africains étant des marchés très intéressants pour les banques et institutions occidentales, le FMI devra combattre fortement cette idée. Je ne m'attends pas à beaucoup de soutien de la part du FMI, mais d'un autre côté, la réflexion au sein de la Banque Mondiale et du FMI est en train de changer. Ils tiennent de plus en plus compte des idées des pays qu'ils financent et ils parlent d'intégration. Je pense donc, qu'avec le temps, les idées changeront et que le FMI supportera une telle idée.

Q: Quels seraient les avantages d'un FMA?

R: Un FMA deviendrait le prêteur en dernier ressort régional avant qu'un pays puisse approcher le FMI, quel que soit le moment où des besoins de prêts de court terme surgiraient. Un FMA aurait des conditionnalités réalistes, pertinentes par rapport à la situation afri-

caine et, dans tous les cas, un nouvel ordre émergerait pour les pays africains qui ont besoin de fonds, particulièrement en temps de crise financière. Un FMA spécialisé dans les prêts aux pays africains serait capable de répondre rapidement face à une crise imminente et pourrait donc l'empêcher. Dans cet esprit, un FMA aurait détecté suffisamment vite l'attaque contre le Rand sud-africain de 2001.

De plus, un FMA provoquerait de la concurrence dans l'offre de services aux petits et moyens pays africains en particulier. Une concurrence entre un tel fonds et le FMI assurerait que ces pays puissent recevoir les services les plus compétitifs en matière de financement d'urgence, de support technique et de conseils pour le développement de systèmes bancaires et financiers. Il serait mieux à même d'évaluer les besoins financiers et les risques auxquels ces pays font face. Une institution comme le FMA contribuerait substantiellement au développement des marchés de capitaux africains, où elle émergerait comme un acteur majeur avec ses réserves potentiellement énormes.

Q: Mais aurait-il les moyens d'accomplir ses objectifs?

R: Actuellement, de nombreux pays africains n'ont pas de poids au sein du FMI et de la Banque Mondiale, et cela, à cause de leurs droits de vote limités. Pour de nombreuses raisons, les institutions de Bretton Woods et même l'OMC sont vues comme des institutions contrôlées par le gouvernement états-unien. Un FMA donnerait aux pays africains du poids à l'intérieur des principaux forums et institutions financières au monde. L'"argument fédéraliste" qui prétend que la voix de chaque membre compte est crucial pour l'ordre économique mondial émergent.

Un FMA assisterait les pays africains, quand cela s'avèrerait nécessaire, à négocier avec les institutions de Bretton Woods, et cela grâce à un personnel et une main-d'œuvre formée et bien équipée. Il fournirait ainsi un renfort pour chaque pays africain qui n'aurait pas d'autre choix que d'emprunter au FMI.

Q: Quelles seraient les limitations d'un FMA?

R: De nombreux pays africains n'ont pas de ressources financières suffisantes, encore moins à épargner, et donc le principal défi d'un tel fonds serait de parvenir à convaincre les pays de s'engager. Nombreux sont les pays qui ne pourraient pas contribuer substantiellement. Il y aura des difficultés à décider où il sera localisé [il a depuis lors été décidé qu'il se situerait à Yaoundé, au Cameroun. NDT], nous pourrions avoir des problèmes de gestion ; qui le présidera et comment les pays africains détermineront tout cela... Cependant, s'ils adoptent le concept de méritocratie, cela fonctionnera. Le problème principal serait, cependant, la politisation. S'il est surpolitisé et que les gens sont nommés sur des bases politiques plutôt qu'à partir de leur mérite, cela pourrait déboucher sur un leadership très faible qui serait incapable d'accomplir ses missions.

Q: Que nécessite la réalisation de cette idée?

R: Pour que l'idée se réalise, il faut cinq ou six pays africains importants, avec un pays comme l'Afrique du Sud qui parrainerait le projet de départ. Ensuite, des pays comme le Nigeria, le Botswana, la Libye, et peut-être le Kenya, pourraient le soutenir. Cela deviendrait le noyau de pays qui pousserait l'idée en avant. Même le FMI est poussé en avant par des pays occidentaux importants, avec les Etats-Unis au premier-plan.

Q: Quels seraient les liens entre un FMA et le Nepad?

R: Le Nepad est censé être un partenariat entre les pays africains et les donateurs occidentaux, dans lequel les pays africains ont promis d'assurer la bonne gouvernance, la prédominance de la démocratie, l'élimination de la corruption et un environnement permettant des investissements dans leurs pays. D'autre part, les partenaires occidentaux ont accepté d'investir dans le continent, de donner davantage d'aide à l'Afrique, et d'annuler de nombreuses dettes. Le partenariat est basé sur ces principes.

Un Fonds Monétaire Africain sera une des institutions créées comme moyen d'attirer des fonds étrangers vers le continent. Il peut également être utilisé comme un moyen pour fournir une supervision par les pairs, parmi les banques centrales et les ministères des finances dans les pays eux-mêmes. La manière selon laquelle le Nepad prétend qu'il utilisera la pression par les pairs pour assurer la bonne gouvernance est la même que celle que le FMA utiliserait pour fournir une pression par les pairs.

Q: Quel a été le problème des banques centrales africaines?

R: Le problème principal avec les banques centrales en Afrique est le fait qu'il n'y a pas de mandats clairs. De nombreuses banques centrales en Afrique estiment actuellement que leur mandat est de contrôler l'inflation à travers les politiques monétaires. C'est ce que les gouvernements occidentaux les ont poussés à croire. Cependant, le rôle principal d'une banque centrale est de soutenir le développement économique, mais les banques centrales africaines ont refusé d'adopter ce mandat en faveur d'un mandat plus étroit, mais plus facilement réalisable. De cette manière, elles sont jugées sur base de critères très limités.

Lorsque vous commencez à étendre les mandats des banques centrales d'une manière telle que leur constitution propose d'en faire des agents du développement économique, des politiques sont introduites pour assurer qu'elles jouent un rôle important. La banque centrale devra alors jouer un rôle primordial pour assurer que chaque secteur, depuis Jua Kali [musicien kenyan NDT.] jusqu'au transport et au logement, ait accès à des financements suffisants.

Q: Est-ce que la concurrence entre un FMA naissant et un FMI déjà établi peut être équitable?

R: Ce serait certainement une concurrence déloyale et je ne m'attends pas à ce qu'il y ait une concurrence à court terme. Mais une fois que le FMA sera complètement développé, avec des dépôts de base substantiels, il sera utile à des petits pays comme le Burundi, les

Comores, le Rwanda, le Swaziland et les Seychelles, pays qui ne sont pas une grande préoccupation pour le FMI. Par la suite, ces pays auront le choix entre aller directement au FMI ou au FMA. Mais la question ici est qu'à partir du moment où le FMI est conscient que ces pays ont accès à des financements provenant d'ailleurs, il commencera à améliorer la qualité de ses services. Il commencera à répondre d'une manière plus réaliste, plus compréhensible et plus pratique.

A court terme, cela sera cependant assez difficile, à moins que nous ne protégions le FMA en disant qu'avant qu'un pays n'aille voir le FMI il devra d'abord essayer d'obtenir des financements du FMA. ■

** Cet article a été traduit par le Gresea, la traduction n'engage pas les auteurs.*

"Je sais que tu vis une vie terne (...) mais cela n'est pas une raison pour rendre tes lettres aussi ternes que ta vie. Les enfants de Bridget ne m'intéressent tout simplement pas. Essaie de comprendre cela."

Conseils d'écritures épistolaires
donnés par Evelyn Waugh
dans une lettre à sa femme le 7
janvier 1945.

Afrique du Sud: Nationaliser les mines?

La Ligue de la jeunesse de l'ANC a jeté un beau pavé dans la mare en demandant la nationalisation des ressources minérales en faisant référence à la Charte de la Liberté.

L'argument de la Ligue de la jeunesse (ACNYL) reprend celui de la Charte de la liberté qui précise que les richesses minérales appartiennent au peuple sud-africain et de rappeler que tous les membres de l'ANC ont juré d'être fidèles à cette charte signée à Kliptown le 26 juin 1955 par tous ceux qui luttèrent contre le système d'apartheid.

La Ligue de la jeunesse remet en cause la loi sur le développement des ressources minières et pétrolières (MPRDA) qui donne à l'Etat le contrôle sur les droits des ressources minières, mais qui ne lui donne pas la propriété réelle des ressources, de leur extraction et de leur production qui restent aux mains des grandes compagnies minières.

L'exploitation des richesses minières par une élite blanche est à l'origine de l'exploitation, de l'oppression, du racisme dont est victime le peuple noir sud-africain. Pour l'ANCYL, "l'oppression raciale en Afrique du Sud est la conséquence directe du contrôle des colonialistes sur les ressources minérales de l'Afrique".

Si le gouvernement, comme il l'a promis, veut créer massivement des emplois, les mines et la transformation des minerais peuvent être des gisements d'emplois diversifiés si ces activités sont sous le contrôle de l'état, alors que les groupes miniers actuels sont avant tout préoccupés de faire des bénéfices en exportant les matières premières. Quant à la crainte de voir disparaître les investissements, la Ligue l'écarte d'un revers de la main en affirmant que les pays riches ont besoin des ressources minières de l'Afrique du Sud.

La Ligue est bien consciente qu'une telle proposition va faire grincer des dents dans une société divisée en

classes comme l'est celle de l'Afrique du Sud, mais cette demande est faite pour le bénéfice de tous les Sud-Africains et la Ligue demande que le débat sur cette question soit ouvert.

La direction de l'ANC a aussitôt répondu par la voix de son porte-parole en déclarant qu'il n'y avait pas de "lutte" au sein des partenaires de l'Alliance et que le débat autour de cette question était le bienvenu.

Le MPRDA et le "Mining Black Economic Empowerment Charter" (Charte d'appropriation économique par les Noirs dans le secteur minier, ndlr) ont déjà marqué une transformation importante des droits sur les richesses minières puisque 26% de ces droits doivent revenir à des Sud-Africains noirs, y compris le développement des communautés vivant auprès des mines.

L'ANC insiste pour que tout ce qui a été fait depuis l'adoption de la Charte de la Liberté et l'arrivée au pouvoir de l'ANC soit pris en compte dans la discussion à venir et de garder en mémoire que toutes les résolutions et décisions n'ont pas été complètement appliquées. "Donner l'impression que la direction de l'ANC résiste à la transformation de la propriété des ressources minérales est incorrect et nous n'en sommes encore qu'au début de la transformation historique de notre économie exprimée dans la Charte de la Liberté". Le parti au pouvoir est donc prêt au débat.

La Ligue communiste de la jeunesse s'est aussitôt lancée dans le débat en réfutant l'interprétation de l'ANC de la Charte de la Liberté qu'elle trouve très édulcorée et en faisant remarquer qu'il y avait une différence entre le droit de l'Etat à la propriété et le contrôle populaire réel sur les richesses du pays. Le fait qu'une élite noire utilise les nouvelles lois à son profit n'est qu'un leurre. Une poignée de dirigeants à la tête de l'Etat a su utiliser le "Black Economic Empowerment" à son avantage et c'est cette élite qui contrôle les mines avec ses partenaires blancs. "Notre peuple

n'a aucun contrôle de quelque nature que ce soit sur nos mines".

Les commentaires faits dans la presse par un dirigeant du syndicat des mineurs ont été encore plus vertement dénoncés par les communistes. Son argument revient à dire que le changement de propriété doit se faire à l'amiable, selon le modèle "willing buyer-willing seller" (vente volontaire/achat volontaire, ndlr) comme cela s'est fait pour la terre. Mais ce modèle est un échec patent pour la redistribution des terres. Pourquoi vouloir l'utiliser pour les mines, sinon pour préserver une riche minorité blanche et noire? "Il n'y a jamais eu de transferts de richesses de la part des capitalistes aux travailleurs sans une forme ou une autre de force ou d'imposition."

L'idée de créer une société mixte pourrait être une forme adoucie de nationalisation pour ne pas effrayer les investisseurs étrangers. Cette formule fonctionne au Botswana et en Namibie pour les mines de diamants qui sont exploitées conjointement par des actionnaires d'Etat et la De Beers. L'Afrique du Sud est le premier producteur au monde de platine, de chrome, de manganèse et de vanadium, le troisième producteur d'or et le principal fournisseur de charbon pour les centrales thermiques européennes. La question est donc d'importance. ■

Version écourtée d'un article publié sur le site de Rencontre nationale avec le peuple d'Afrique du Sud (Renapas), renapas.rezo.net/article.php3?id_article=296, le 10 juillet 2009.

Le panafricanisme dans la pensée de Mwalimu Nyerere

Issa G. Shivji, Tanzanie, Third World Resurgence, n° 227, juillet 2009*

A lors que le panafricanisme semble faire son retour, l'un des intellectuels de premier plan du continent africain se penche sur la contribution des pionniers de cette idéologie, et plus particulièrement de l'ex-Président de Tanzanie Julius Nyerere

En ce 40ème anniversaire de mon association avec l'Université de Dar es Salam, c'est un honneur pour moi d'être nommé à la chaire Mwalimu Julius Nyerere d'études panafricaines, nomination que j'accueille avec humilité^[1]. L'inauguration de la chaire Mwalimu Nyerere à Nkrumah Hall n'est pas davantage un accident qu'une coïncidence, elle est historique. Julius Nyerere et Kwame Nkrumah furent en effet des figures dominantes du panafricanisme. Tous deux ont embrassé le panafricanisme en empruntant des voies intellectuelles et politiques différentes. Nyerere a découvert le panafricanisme par le biais du nationalisme du Tanganyika, tandis que Nkrumah a découvert le nationalisme ghanéen par le panafricanisme. La formation intellectuelle de Mwalimu fut baignée d'influences missionnaires. Lors de son séjour en Angleterre, il entra en contact avec le parti travailliste et avec le Fabian Colonial Bureau. Il affichait un anticolonialisme modéré, assorti d'une approche du changement par étapes. Nkrumah a étudié à l'Université de Lincoln aux États-Unis, université réservée aux noirs. Il a donc personnellement expérimenté la discrimination raciale. Durant ses vacances d'été, il résidait à Harlem et il eut pour mentors de grands panafricanistes afro-américains tels que W. E. B. Du Bois, George Padmore et C. L. R. James. L'anticolonialisme de Nkrumah reposait sur sa compréhension de l'économie politique de l'impérialisme. Son approche de l'indépendance était radicale. Nkrumah a rédigé un traité d'importance "Neo-Colonialism: The Last Stage of Imperialism" (Le néo-colonialisme - der-

nière étape de l'impérialisme). Mwalimu a quant à lui rédigé la Déclaration d'Arusha: Socialisme et autonomie. Si la Déclaration d'Arusha avait porté un sous-titre, exprimé dans le langage le plus gradualiste de Nkrumah, il s'agirait de quelque chose comme (pour emprunter les mots de C. L. R. James) – "Socialisme et autonomie^[2]: étape ultime de la résistance africaine" (C. L. R. James décrit un jour la Déclaration d'Arusha comme "l'étape ultime de la résistance jamais atteinte par la révolte des Noirs").

Nkrumah n'a pas survécu, l'impérialisme l'a renversé lors d'un coup d'État fomenté par la CIA un an seulement après la publication du Néo-colonialisme. Mwalimu, quant à lui, a survécu, mais pas la Déclaration d'Arusha. Le néo-libéralisme a discrédité et enterré le "socialisme et l'autonomie" lors d'une contre-révolution reaganienne dirigée contre le développement et l'auto-détermination nationale.

En dépit de leurs différences de formation intellectuelle et politique, les deux hommes furent de grands panafricanistes sans réserve et de fervents défenseurs de l'unité africaine. Leur approche était différente. Nkrumah souhaitait la création des États-Unis d'Afrique "maintenant, tout de suite", tandis que Nyerere plaidait en faveur du gradualisme. Plusieurs décennies plus tard, Mwalimu rendit un hommage salutaire à Nkrumah pour la croisade résolue qu'il mena en faveur de l'unité africaine. Dans la foulée, il a reconnu la différence de leur passé intellectuel, allant jusqu'à admettre que Nkrumah avait vu juste. Quarante années de "nationalisme étatique" ont rendu encore plus complexe la réalisation de l'unité africaine, précisément à l'heure où l'Afrique en a le plus besoin. À l'occasion du 40ème anniversaire de la déclaration d'indépendance du Ghana en mars 1997, Mwalimu affirmait:

"L'Afrique doit s'unir !". Tel était le titre d'un ouvrage rédigé par Kwame Nkrumah. Aujourd'hui, cet appel se fait plus pressant que jamais. Ensemble, nous les peuples d'Afrique, nous serons incomparablement plus forts au niveau international que nous ne le sommes à présent du fait de la multiplicité d'États non viables qui composent le continent africain. Les besoins de nos pays distincts peuvent être ignorés par les riches et les puissants et ils le sont. Il en découle une marginalisation de l'Afrique lorsque des décisions affectant nos intérêts vitaux sont adoptées au niveau international.

"L'unité ne nous enrichira pas, mais elle peut rendre la tâche plus difficile à ceux qui méprisent et humilient l'Afrique et les peuples africains."

Un an plus tard, dans la réflexion qu'il a menée avec Ikawebe Bunting, Mwalimu s'est souvenu de sa rencontre avec Nkrumah et de leurs perspectives divergentes du panafricanisme. Mwalimu décrivait alors la perspective de Nkrumah comme "le panafricanisme agressif de W. E. B. Du Bois et Marcus Garvey auxquels les colonialistes étaient opposés et dont ils avaient peur." Mwalimu poursuivit :

"Lorsque j'ai rencontré Kwame en 1963, nous avons évoqué l'unité africaine. Si nous avions des vues divergentes sur la manière de réaliser des États-Unis d'Afrique, nous étions pourtant d'accord sur la nécessité de créer des États-Unis d'Afrique. Kwame a fréquenté l'Université Lincoln, université noire aux États-Unis. Il percevait certaines choses selon la perspective de l'histoire américaine où 13 colonies révoltées contre les Britanniques formèrent une union. Il pensait que l'OUA devait suivre cet exemple."

"J'ai tenté d'unir l'Afrique de l'Est avant l'indépendance. Lorsque nous avons échoué, je me suis méfié de l'approche continentale de Kwame. Nous

avons abondamment correspondu à ce sujet. Kwame affirmait que mon idée de "régionalisation" constituait purement et simplement une "balkanisation" à plus grande échelle. Un jour, les historiens africains devront se pencher sur notre correspondance pour étudier cette problématique de l'unification de l'Afrique."

Nous sommes des historiens africains qui sont obligés d'étudier ce sujet, en effet, le panafricanisme n'est pas simplement un fait historique, c'est aussi le présent. Seul le panafricanisme peut constituer un nationalisme africain authentique dans le contexte de la mondialisation. Je n'ai cependant pas l'intention de passer en revue la perspective comparative de ces deux parangons du panafricanisme, aussi fascinant que ce sujet puisse être. Mon intention est d'aborder de façon critique le panafricanisme dans la pensée de Mwalimu. Telle est la tâche qui incombe à un intellectuel.

Je vous propose de distinguer deux courants dans la pensée de Mwalimu. L'un porte sur le raisonnement ou la justification de l'unité de l'Afrique, l'autre sur l'organisation susceptible de lui faire voir le jour. Dans son argumentaire à propos de l'unité, Mwalimu a déployé trois éléments interconnectés. Faute de trouver un vocable plus opportun, je les résume par les termes identité, non-viabilité et souveraineté.

Identité

Les discours et les écrits de Mwalimu contiennent un grand nombre d'assertions et d'arguments relatifs à l'africanité du peuple africain. Contrairement aux autres, Mwalimu affirmait que notre identité est africaine, pas Tanzanienne, Ghanaise ou Gabonaise. Non seulement la perception que nous avons de nous est africaine, mais encore les autres nous reconnaissent comme africains. Dans le discours qu'il a fait au Ghana, il a résumé cette position à sa façon, simple et graphique :

"Lorsque je voyage en dehors de l'Afrique, la description que l'on fait de moi en tant qu'ancien Président de la Tanzanie est résumée à l'extrême, elle ne "colle" pas. Outre les ignorants qui

me demandaient parfois si la Tanzanie c'est Johannesburg, même pour les personnes mieux informées, ce qui frappait mes hôtes, c'était mon africanité. Je devais donc répondre à des questions sur les atrocités des Amins et des Bokassas d'Afrique."

"Mme Gandhi n'avait pas à répondre à des questions sur les atrocités commises par les Marcos d'Asie. Et Fidel Castro n'a pas à répondre à des questions relatives aux atrocités des Samozza d'Amérique latine. Mais lorsque je voyage ou que je rencontre des étrangers, je dois répondre à des questions sur la Somalie, le Liberia, le Rwanda, le Burundi et le Zaïre, comme par le passé j'ai dû répondre à des questions sur le Mozambique, l'Angola, le Zimbabwe, la Namibie ou encore l'Afrique du Sud."

Bien que j'aie utilisé le terme postmoderniste "identité", il est clair que l'argument de Mwalimu était politique plutôt que postmoderniste. La nature commune des Africains réside plus dans l'expérience commune en tant qu'Africains que dans leur identité commune. Selon ses propres termes :

"Pendant des siècles, en tant qu'Africains, nous avons été opprimés et humiliés. Nous avons été chassés et réduits à l'esclavage en tant qu'Africains et c'est encore en tant qu'Africains que nous avons été colonisés... Puisque nous avons été humiliés en tant qu'Africains, nous devons être libérés en tant qu'Africains."

Mwalimu évoque indubitablement les intérêts communs, mais cette notion d'"intérêt" est individuelle, personnelle et ancrée dans des théories politiques d'individualisme éclairé. Contrairement à celle de Nkrumah, la caractérisation par Mwalimu de l'intérêt ne repose pas dans des facteurs sociaux ou de classes, elle n'est pas basée sur l'économie politique. Il s'agit de l'une des différences aussi intéressantes que significatives de la formation philosophique et des perspectives de ces deux hommes, qui ont documenté leur pronostic politique. Si je devais utiliser le langage stéréotypé du marxisme, je dirais que Mwalimu comprenait mieux la politique de Lénine que l'économie poli-

tique de Marx. La politique de Nkrumah n'était pas particulièrement astucieuse, mais il affichait une meilleure compréhension de l'économie politique.

Mwalimu affichait un anticolonialisme constant ; tandis que Nkrumah était un militant de l'anti-impérialisme. Mwalimu méprisait les impérialistes ; Nkrumah les attaquait. Mwalimu considérait l'unité africaine comme un objectif susceptible d'être atteint par petites étapes. Un nombre quelconque d'États africains s'unissant sous une forme ou une autre (économique ou politique, régionale ou autre) constituait, pour Mwalimu, un pas en avant. Pour Nkrumah, la libération nationale et l'unité africaine n'étaient que les deux faces d'une seule et même médaille, celle de l'anti-impérialisme, de la lutte panafricaniste. Mwalimu a conceptualisé la tâche de la première génération de nationalistes africains comme duale: la libération nationale (ce qui signifie l'indépendance), et l'unité. En 1994, lorsque l'Afrique du Sud mit officiellement fin au régime de l'apartheid, la première tâche était menée à bien. Selon Mwalimu, la première génération de nationalistes africains a su mener à bien la tâche de la libération nationale, mais elle a échoué dans sa tâche d'unité africaine. Dans une certaine mesure, une forme d'approche par étapes est impliquée ici – l'indépendance précède l'unité. L'unité, elle aussi, implique une notion de progressivité dans laquelle l'unité régionale mène à l'unité continentale. Pour être honnête, Mwalimu a reconnu la difficulté de cette théorie de la progressivité. C'est avec vigueur qu'il a par exemple argumenté que la Fédération de l'Afrique de l'Est qui fut proposée, devait précéder l'indépendance des pays individuels, sans quoi l'unité deviendrait difficile. Il a défendu cet argument avec beaucoup de force, et l'histoire lui a donné raison. Toutefois, la base et la logique de son argument en faveur de la création d'une unité régionale précèdent l'indépendance étaient similaires à celles de Nkrumah, qui était favorable à la création immédiate d'une fédération continentale. La position de Nkrumah était que les unités régionales rendraient encore plus complexe la création d'une unité continentale. Il considérait que la

'régionalisation' n'était ni plus ni moins qu'une balkanisation à plus grande échelle.

Cinquante ans plus tard, nous sommes moins régionalisés et encore plus balkanisés. Dans ses Réflexions au sujet de son 75ème anniversaire, Mwalimu abordait, une fois de plus, le thème de la balkanisation de l'Afrique. Il affirmait que les Balkans eux-mêmes étaient africanisés, puisqu'ils sont absorbés dans l'unité de plus grande ampleur qu'est l'Union européenne, tandis que nous, les Africains, nous sommes tribalisés ! Mwalimu affirmait :

"... ces puissants États européens progressent vers l'unité, alors que vous, vous parlez de l'atavisme de la tribu, c'est une absurdité ! Je vous le dis. Comment peut-on envisager que la tribu soit l'unité du futur, hakuna !"

Il existe, je pense, une autre différence sous-jacente entre les approches gradualiste et radicale de Nyerere et de Nkrumah, qui n'a pas été analysée avec l'attention requise. Je ne ferai que l'évoquer. Je pense que pour Nkrumah, l'unité en soi, tout comme la libération, était une lutte anti-impérialiste, pas un processus formel visant à dissoudre les souverainetés. Amílcar Cabral a bien schématisé la lutte pour la libération nationale comme une lutte anti-impérialiste. En effet, il affirmait : "Tant que l'impérialisme existe, un État africain indépendant doit être un mouvement de libération en puissance, sans quoi il ne sera pas indépendant." La notion d'État africain indépendant étant un "mouvement de libération nationale en puissance", elle nous dévoile le cœur de l'idéologie et de la politique du panafricanisme, non seulement comme une vision d'unité, mais aussi de libération. La libération africaine n'est pas complète du fait de l'indépendance d'entités uniques appelées pays. "Le nationalisme territorial" n'est pas le nationalisme africain. Ce dernier ne peut être que du panafricanisme sans quoi, comme Mwalimu le qualifiait, il s'agit de "l'équivalent du tribalisme dans le contexte de nos États nationaux distincts". Le panafricanisme a donné naissance au nationalisme, pas l'inverse. Il s'agit d'un argument puissant implicite

dans les idées développées par Mwalimu au sujet de l'unité africaine. Ceci m'amène au second élément de sa justification de l'unité africaine, la non-viabilité des États africains.

Non-viabilité

Mwalimu a passé beaucoup de temps à démontrer l'irrationalité et la non-viabilité des États africains. Il s'est servi, pour les décrire, du diminutif Kiswahili *vinchi*. Sans vouloir offenser les linguistes, je traduirais le terme *vinchi* par "mini-État". Ces mini-États n'avaient aucune rationalité géographique ni ethnique. Les États africains indépendants sont au nombre de 53, tous membres des Nations unies. "Si les chiffres étaient des chevaux", martelait Mwalimu, "l'Afrique serait en tête de la course !" et pourtant, l'Afrique est le continent le plus faible. Les conseils mondiaux prennent des décisions sans tenir compte des intérêts de l'Afrique. Mwalimu avait l'habitude de dire à ses collègues chefs d'états: "Ne glorifions pas les États-nations hérités du colonialisme. Mwalimu admonestait la nouvelle génération de leaders africains à rejeter le "retour à la tribu". Il caractérisait la résurgence actuelle des nationalismes ethniques, raciaux et autres formes de nationalismes étriqués (auxquels nous assistons dans toute l'Afrique, y compris dans notre propre pays) comme fossilisant "l'Afrique dans les plaies infligées par les vautours de l'impérialisme."

Les frontières coloniales ont été artificiellement créées par les colonialistes, appartenant aux colonialistes et pour les colonialistes. Elles n'ont que peu de rapport avec l'histoire ou les cultures d'Afrique. La carte de l'Afrique est truffée de frontières tracées au cordeau, contrairement aux autres continents. C'est comme si quelqu'un s'était assis à une table à dessin et les avait tracées à l'aide d'instruments géométriques. C'est plus ou moins ce qui s'est passé lorsque les puissances coloniales se sont réunies lors de la Conférence de Berlin en 1885 afin de découper en tranches le nouveau butin qu'elles avaient raflé. Je me rappelle que lorsque notre professeur de géographie nous enseignait la carte de Tanzanie, il

nous disait de commencer à tracer un hexagone incliné dans le bas, puis de le modifier afin d'obtenir la carte du pays. La principale modification devait évidemment être apportée aux côtes de l'Océan Indien – la seule partie de la frontière où les colonialistes ne pouvaient pas tracer de ligne droite!

Le troisième argument, qui est lié à la non-viabilité, est celui de la souveraineté ou autodétermination.

Souveraineté

Mwalimu argumentait que les mini-États d'Afrique ne pouvaient pas, seuls, exercer leur droit souverain de prendre leurs propres décisions dans le monde global dominé par les grandes puissances. Il soulignait, plus particulièrement dans ses premiers écrits, le fait que nos maîtres coloniaux d'antan nous divisaient sur la base de nos souverainetés afin de continuer à nous diriger. Il ne fait aucun doute que dans sa perspective politique, Mwalimu plaçait une importance cruciale dans le droit des peuples à prendre leurs propres décisions. Telle était la signification fondamentale de l'indépendance – le droit de prendre nos propres décisions.

Mais Mwalimu était un chef d'État, un leader politique. A la base de sa position sur le droit des peuples à prendre leurs propres décisions se trouvait la présomption implicite de la souveraineté de l'État. Les peuples prennent leurs propres décisions par l'intermédiaire de leurs États. En réalité, la dichotomie et la contradiction entre la souveraineté des peuples et la souveraineté des États était esquivée dans la pensée de Mwalimu et plus encore dans sa pratique politique. Je ne m'appesantirai pas sur sa pratique politique si ce n'est pour affirmer que cet aspect est étroitement lié à l'autre courant de sa pensée, la question de l'organisation.

Organisation

Après avoir plaidé avec force en faveur de l'unité africaine, les questions de base de l'histoire sont soulevées : qui en sera l'initiateur? Quelle organisation sociale sera porteuse de cette immense tâche historique? Ni Nyerere ni Nkrumah n'ont soulevé ces questions sous cette forme, du moins tant qu'ils étaient

au pouvoir. Il était toutefois clairement sous-entendu dans leur position que l'organisation chargée de faire naître cette unité était l'État. Il s'agissait partiellement d'une reconnaissance de la formation historique de l'État pendant la période coloniale en Afrique et partiellement de "realpolitik". L'État en Afrique a été imposé par la colonie. À l'origine, il ne s'est pas développé par les luttes sociales au sein de la formation africaine. Dès lors, lorsque nous avons brandi le drapeau de l'indépendance, que nous avons chanté notre hymne national et proclamé notre souveraineté, il s'agissait de la souveraineté de l'État hérité du colonialisme. En ce sens, ce n'était pas notre État ; nous avons repris l'État colonial. Il n'existait pas de classe sociale interne susceptible de soutenir la tâche de construction de l'État et du développement économique. La seule force disponible organisée était l'État. L'héritage colonial n'a donc laissé aucune alternative à la première génération de nationalistes africains. La tâche de la transformation a échoué à l'État, un peu par défaut. C'est ici que réside le véritable paradoxe. En effet, l'État qui était supposé s'attaquer à la tâche de la construction de la nation était lui-même un État colonial, l'antithèse d'un État national.

La contradiction était encore plus flagrante lorsqu'il était question de la tâche de construction de l'unité africaine. Premièrement, l'indépendance signifiait la réalisation de la souveraineté de l'État. L'indépendance avant l'unité revenait à reconnaître et renforcer les frontières coloniales. Assez ironiquement, l'homme qui condamnait les frontières coloniales avec le plus de virulence était aussi celui qui a retiré la notion de l'inviolabilité des frontières coloniales lors du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) qui s'est tenu au Caire en 1964. Pour compléter l'ironie, c'est ce même homme qui a reconnu la sécession du Biafra et qui a marché sur l'Ouganda sans égard pour les frontières. Cet homme est Mwalimu Nyerere. En notre qualité d'intellectuels et d'historiens, nous pouvons affirmer que cela ne manquait pas d'ironie. Mais Mwalimu n'était pas simplement un intellectuel. C'était un chef d'État. Le Roi

et le philosophe cohabitaient en lui et ne pouvaient pas toujours être à l'aise l'un avec l'autre.

De ce fait, ironiques ou pas, nous ne pouvons échapper à la nécessité d'adopter des décisions politiques pragmatiques. Mwalimu cite deux exemples qui l'ont poussé à retirer la résolution sur les frontières. Peu après l'indépendance, Hastings Kamuzu Banda du Malawi est venu rendre visite à Mwalimu avec sous le bras de vieux atlas. Il a tenté de persuader Mwalimu qu'une partie du Mozambique appartenait au Malawi et qu'une autre partie appartenait au Tanganyika. Mwalimu fut évidemment choqué par cette proposition d'absorption du Mozambique, sans autre forme de procès ! Un autre exemple est celui de la Somalie qui revendiquait publiquement la province d'Ogaden en Éthiopie, tandis que l'Éthiopie chuchotait que la Somalie en son entièreté appartenait à l'Éthiopie. Afin d'éviter des guerres frontalières entre les Africains, Mwalimu retira sa résolution sur l'inviolabilité des frontières coloniales. L'homme propose, l'histoire dispose. Avec le recul, nous savons à présent que ce que Mwalimu craignait s'est réalisé, indépendamment de la résolution. La guerre d'Ogaden est toujours présente dans nos mémoires. Si l'on ne peut modifier l'histoire, nous pouvons la relire et la réapprendre.

La seconde entrave à l'unité résidait dans les intérêts établis de la classe politique. Unir signifiait dissoudre, fut-ce partiellement, la souveraineté des nouveaux États indépendants. Cela signifiait dépouiller la nouvelle classe politique, qui s'était vu confier le pouvoir de l'État, de son pouvoir, de ses privilèges et des possibilités que ceux-ci offrent d'acquérir de la richesse. Rien d'étonnant donc si les nouveaux dirigeants d'Afrique étaient nerveux et résistaient à l'appel de Nkrumah en faveur de l'unité africaine. Mwalimu fait allusion, avec un certain amusement à une situation qu'il avait vécue lors du sommet des chefs d'État africains d'Accra en 1965, au cours duquel Nkrumah souhaitait établir un gouvernement d'union. Je ne peux résister à l'envie de le citer de nouveau (c'était un conteur

passionnant et personne ne savait raconter les histoires des chefs d'État africains avec autant de talent que Mwalimu):

"Lorsque vous multipliez les hymnes, les drapeaux et les passeports nationaux, les sièges aux Nations unies et les personnes ayant droit aux 21 coups de canon, sans parler d'un aréopage de ministres, de premiers ministres et d'envoyés, on obtient une véritable armée de personnes puissantes ayant intérêt à ce que l'Afrique reste balkanisée." C'est ce que Nkrumah rencontra en 1965.

"Après l'échec de la tentative de création du gouvernement de l'union lors du sommet d'Accra, j'ai entendu un chef d'État exprimer avec soulagement qu'il était heureux de retourner dans son pays d'origine en étant toujours chef d'État. À ce jour, je suis incapable de dire s'il était sérieux ou s'il plaisantait. Mais il était sans doute sérieux, car Kwame Nkrumah était très sérieux et il craignait que la peur de certains d'entre nous de perdre notre précieux statut était pratiquement palpable."

Quarante ans plus tard, je pense que l'État est devenu plus qu'un lieu de simple accumulation de pouvoirs et de privilèges. C'est devenu un lieu d'accumulation de richesses et de capitaux. Cette classe, qui utilise ses positions au sein de l'État pour accumuler de la richesse et des biens immobiliers n'est pas une classe productive. Elle n'accumule pas pour investir dans la production. Il s'agit d'une "classe moyenne" sous-développée, comme la décrit Frantz Fanon à la veille de l'indépendance. Comme il le disait, il s'agit d'une "petite caste cupide, avide et vorace, avec l'esprit d'un bonimenteur, trop heureux d'accepter les dividendes que l'ancien pouvoir colonial lui distribue". Quoi qu'il en soit, le caractère social de l'État africain et son rôle dans le processus d'accumulation capitaliste mondiale est une problématique que nous devons résoudre par nos recherches, notre analyse et des débats. Sans comprendre la problématique de l'État, de la classe et de l'accumulation, nous ne pouvons ni identifier ni évaluer l'organisation de la lutte panafricaniste.

Tels sont les grandes lignes du discours panafricaniste de la première génération de nationalistes africains, encapsulées dans la pensée de Mwalimu. Je ne doute pas que les plus "malicieux" d'entre vous aimeraient que je n'explore pas seulement la pensée de Mwalimu, mais aussi sa pratique politique en qualité de panafricaniste, plus spécifiquement en relation avec la question de Zanzibar. Pourtant, je n'accéderai pas à votre demande, non pas parce que le temps ne me le permet pas, ce ne serait ni plus ni moins qu'une paresse intellectuelle et une excuse malhonnête ! Je ne le ferai pas parce que j'ai réalisé une étude longue comme un livre sur le sujet de l'union.

L'Insurrection des idées panafricanistes

Je pense que le panafricanisme fait son retour. Je pense que le nationalisme africain est à la croisée des chemins. Il peut soit dégénérer en nationalismes étriqués chauvinistes – ethniques, raciaux, culturels – soit s'élever vers les dimensions continentales du panafricanisme. Ne glorifiez pas l'État nation, admonestait Mwalimu. Relevez le défi consistant à être des Africains en premier lieu et en dernier lieu plutôt que de "fossiliser l'Afrique dans les plaies qui lui ont été infligées par les vautours de l'impérialisme". C'est nous, en notre qualité d'intellectuels, qui devons développer un nouveau discours panafricaniste qui sera indubitablement différent du discours panafricaniste du nationalisme de la première génération. Mais je n'ai aucun doute que ce sera un discours de libération nationale et d'anti-impérialisme – la nation qui devient cette fois la nation africaine. Le nouveau discours panafricaniste devra prendre en compte l'échec du projet national et de ses implications pour le nationalisme africain. Il devra remettre en question le nationalisme de la première génération, qui était essentiellement un "nationalisme d'État". Il devra effectuer une recherche sur le caractère social de l'État africain et l'analyser, tout en interrogeant son agence. Il devra se pencher sur le projet néo-libéraliste et l'examiner en ses diverses formes et manifestations, telles que le Nouveau partenariat

pour le développement de l'Afrique (NPDA). Il devra examiner et exposer de nouvelles formes d'impérialisme et d'hégémonie mondiales. Il y aura beaucoup à faire, mais dans un seul et unique but: la libération du peuple africain.

Quel est le rôle d'un intellectuel africain dans le développement d'un nouveau panafricanisme ? Je ne peux donner de réponse complète. J'espère que le travail de la chaire Mwalimu Nyerere apportera des débuts de réponse. Dans le même temps, laissez-moi simplement affirmer que nous devons passer par une nouvelle insurrection nationaliste – une insurrection d'idées panafricanistes dans le domaine de la mondialisation. Dans son discours lors de l'intronisation de Kenneth Kaunda à la fonction de Directeur de l'université de Zambie en 1966, Mwalimu se tourmentait sur le "dilemme d'un panafricaniste". Le dilemme qu'il évoquait était celui d'un chef d'État panafricaniste. D'une part, sa conviction et sa philosophie le poussent vers le panafricanisme ; d'autre part, en tant que chef d'État, il préside la construction et alimente le "nationalisme territorial".

Mwalimu n'a pas su résoudre le dilemme et n'a pas prétendu le faire ! Quoi qu'il en soit, il affirmait, "l'unité africaine ne doit pas être un rêve ; elle peut être une vision source d'inspiration pour nous." Je suis d'accord avec cette idée. Si le panafricanisme n'est qu'un rêve, c'est dans le subconscient et donc indépendant de notre contrôle. Si c'est une vision, elle est dans le domaine du possible. Nous devons consciemment alimenter le panafricanisme et lutter en sa faveur. Nous, les intellectuels africains, devons faire en sorte que le panafricanisme entre dans la conscience collective de nos peuples. Le professeur Souleymane Bachir Diagne, président du comité scientifique de CODESRIA, affirme que nous devons transformer le panafricanisme en une catégorie de pensée intellectuelle. La tâche consistant à convertir la vision panafricaniste en une catégorie de pensée intellectuelle échoit brutalement aux intellectuels africains. Nous le faisons en adoptant, de façon critique, les idées du panafricaniste ; de nombreuses idées, des

idées variées. Créons des organisations et des mouvements panafricains – le mouvement de la jeunesse panafricaine, le mouvement des étudiants panafricains, le mouvement des femmes panafricaines, des unions du commerce panafricain, etc. Aujourd'hui, nous devons inverser la relation. Travaillons de la société civile vers l'État. Nous devons travailler à la construction d'une société civile africaine. Du point de vue de la position avantageuse de la société civile africaine, nous devons cajoler, persuader, faire pression, critiquer, voire satiriser, l'État africain. Ne diabolisons pas l'État, contentons-nous de le délégitimer en nous engageant à ses côtés, pas en son sein. Ce serait en effet le début de la construction de l'hégémonie du panafricanisme au sein de la société civile africaine. En résumé, faisons éclore une centaine de bourgeons de panafricaniste.

Le nouveau panafricanisme doit être ancré dans la démocratie, affirme Thandika Mkandawire. L'Afrique a besoin d'une certaine forme de démocratie sociale, argumentait Archie Mafeje, qui nous a quittés récemment. Lors du 75ème anniversaire de Mwalimu, j'ai affirmé que l'Afrique a besoin d'une nouvelle démocratie construite autour des moyens d'existence, de la participation et du pouvoir populaires. Mais en ce jour et en cette époque d'hégémonies militaires et de démocraties despotiques, de l'Iraq à la Somalie, nous devons remettre en cause le concept même de démocratie. Lorsque les idées sont des marchandises fabriquées sur ordre de marchands d'idées, nous devons revenir aux idées d'engagement et à l'engagement envers les idées de l'émancipation humaine. Nous avons besoin d'intellectuels panafricanistes engagés. La question à laquelle nous sommes confrontés est la suivante : qui sommes nous, des intellectuels panafricanistes engagés dans la libération africaine et l'émancipation humaine ou des imposteurs néolibéraux au service des "vautours de l'impérialisme"? Dans son poème, 'Intellectuals and Impostors' (Intellectuels et Imposteurs), Micere Githae Mugo chante:

"Dites-moi
 dites-moi si
 leurs théories sont
 des volcans en activité
 crachant de la lave fertile
 sur laquelle nous sèmerons
 la graine qui se fertilise
 pour créer un être collectif
 La connaissance est devenue
 la théorie de l'action,
 la connaissance est devenue
 un témoignage vivant
 de l'histoire affirmative
 de notre peuple
 qui a libéré son histoire
 a actionné la théorie
 Inscrite comme protestation
 Manifeste
 Réaligner l'humanité
 détournée de notre peuple
 Oui, dites-le moi
 et je vous dirai
 si ce sont des
 intellectuels
 ou des imposteurs." ■

* Issa G. Shivji est le professeur en charge de la chaire Mwalimu Nyerere d'études panafricaines à l'Université de Dar es Salam.

* Cet article a été publié pour la première fois dans la première édition de CHEMCHEMI, Bulletin de la chaire professorale Mwalimu Nyerere d'études panafricaines de l'université de Dar es Salam, Tanzanie, et est reproduit ici avec la gracieuse autorisation du comité d'édition de CHEMCHEMI.

Texte traduit pour le Gresea par Pascale Pay - (3V-Translations).

NOTES

1. Il s'agit de la version éditée de la conférence donnée par l'auteur à l'occasion de son intronisation à la chaire Mwalimu Nyerere d'études panafricaines le 23 avril 2008.

2. "Autonomie" traduit ici le terme "self-reliance", difficilement transposable en français: c'est l'idée de compter sur ses propres forces ("auto-dépendance"?).

"Ce dont notre vie a besoin,
 ce n'est ni d'idéologie ni
 d'opinions creuses; c'est plu-
 tôt de ceci: que nous vivions
 sans trouble."

Epicure,
 cité par Karl Marx
 dans sa thèse de doctorat
 "Différence de la philosophie
 naturelle
 chez Démocrite et chez
 Epicure", 1841.

La privatisation du Mali: les débats actuels et la crainte de la jeunesse désespérée

Sidi Camara, Mali, Stagiaire Gresea

Jusqu'à la chute du régime dictatorial du président Moussa Traoré en mars 1991, provoquée à la base par les étudiants du mouvement Association des élèves et étudiants du Mali (AEEM) soutenu par la société civile, on pouvait aller à l'école publique et rêver d'un avenir meilleur tout en ayant une bonne formation dont on pouvait se glorifier au niveau régional, voire même continental.

Depuis le début des années 1990, la privatisation des secteurs vitaux de l'économie gagne du terrain en Afrique et au Mali. L'éducation est délaissée, les entreprises étatiques sont privatisées, le chômage a explosé, le niveau de vie a reculé. Dans cette situation que personne ne nous envie, la jeunesse malienne est désespérée et, pour de nombreux jeunes, l'unique solution est l'immigration.

Quels sont les facteurs qui ont conduit à une telle politique de privatisation qui prive la jeunesse d'un avenir optimiste? Pour comprendre, il faut regarder les facteurs externes qui, selon notre analyse, jouent le rôle le plus important.

Impact des politiques d'ajustement

Le départ du dernier dictateur de la République a coïncidé avec l'adoption des programmes d'ajustement structurel (PAS) et un des changements le plus important d'après-guerre dans les relations internationales: la chute de l'Union soviétique, qui a permis aux États-Unis de s'imposer comme la seule puissance au niveau mondial.

La conception, l'adoption et l'imposition des PAS par les institutions financières internationales sont le résultat de la conception politico-économique néolibérale du monde occidental mené par les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni. Ces politiques visaient, d'un côté, surtout à faire rembourser les

dettes que les pays en développement devaient aux banques occidentales depuis la fin des années 1960 et des "Golden sixties" quand les banques américaines et européennes vivaient un apogée avec beaucoup d'excédents et, de l'autre, en imposant les programmes d'ajustement structurel conformes aux règles du néolibéralisme des pays occidentaux.

Le gouvernement malien, comme beaucoup d'autres en Afrique, a été l'un des premiers à accepter et appliquer ces politiques dans tous les secteurs vitaux pour soutenir la privatisation et favoriser l'économie de marché qui devait garantir l'augmentation de la productivité pour assurer au final le bien-être de tous. En appliquant ces politiques, la société malienne est tombée graduellement dans une pauvreté profonde. Certains auteurs du Sud comme Samir Amin (économiste) jugent le processus des institutions internationales non comme une lutte contre la pauvreté, mais, plutôt, comme un "processus de paupérisation". Depuis l'avènement de la démocratie au Mali en 1992 avec la mise en place des PAS, le pays est toujours parmi les cinq derniers du monde selon le classement IDH (Indicateur du développement humain) du PNUD.

Positions de la société civile

Les questions de la privatisation font débat depuis quelques années au Mali entre les parlementaires, les mouvements de jeunesse et d'étudiants et les décideurs politiques. La position du gouvernement est très libérale. Elle se justifie surtout par le désir des dirigeants maliens de donner une image d'une société malienne prête aux changements pour le progrès et d'un régime politique très démocratique et libéral. A qui montrons-nous cette image qui ne correspond pas du tout à la réalité du pays? Tout d'abord aux institutions financières internationales qui sont en

réalité l'autre instrument des "Nations avancées" - les États-Unis et les pays d'Europe qui sont les gros et quasiment les uniques bailleurs de fonds du Mali. Donc, dans le désir de se montrer comme l'un des meilleurs élèves qui suivent toutes les directives de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international et de montrer un exemple de la réussite de la démocratisation en Afrique aux yeux des États-Unis et de l'Europe. Il est vrai qu'au Mali la démocratie se porte un peu mieux par rapport aux nombreux pays voisins et au niveau du continent, mais une démocratie ne s'arrête pas aux simples élections pacifiques et au respect du délai des mandats présidentiels. La prise en compte des opinions publiques et le désir de progrès et changements positifs vers le bien-être de l'ensemble ou presque de sa population sont les éléments les plus importants dans une démocratie digne de ce nom. Malheureusement, en privatisant tous les secteurs importants les plus rentables et les entreprises publiques, contrairement aux pays d'Amérique latine, le gouvernement du Mali crée ainsi le chômage pour la jeunesse, car les sommes reçues de cette privatisation ne sont pas réinvesties pour créer de l'emploi, mais plutôt pour satisfaire les besoins personnels et administratifs des différents départements ministériels. Certains députés et opposants comme Oumar Mariko, président du parti politique SADI, critiquent sans arrêt la politique de privatisation du gouvernement. Lui même ayant été leader d'associations d'étudiants maliens est soutenu par de nombreux jeunes qui voient un avenir sombre devant eux.

Concernant la position de la société civile et de la jeunesse, c'est l'inquiétude totale et pour une grande majorité un désespoir sur la situation actuelle. Ce qui pousse d'ailleurs de nombreux jeunes à l'émigration. Les raisons en sont évidentes: pas de perspective de travail, les multinationales rapatrient

tous leurs fonds dans les pays d'origine et le plus souvent n'embauchent pas la main-d'œuvre qualifiée malienne. Elles sont présentes dans des secteurs qui ne créent pas de travail. Les industries sont inexistantes et la fonction publique est accessible seulement à ceux qui ont un parent haut placé. Les étudiants, les ONG et d'autres associations dénoncent ces privatisations mais, comme notre démocratie n'est que formelle, les opinions de la société ne sont pas prises en compte. Le guide de la révolution libyenne, Mouammar Kadhafi, qui prône pour une Afrique unie dont il voudrait être le président, continue à racheter les biens publics du Mali. Cette situation révolte beaucoup de jeunes et d'hommes politiques, notamment des opposants et fait l'objet de grands débats.

L'éducation, pas un objectif

La Compagnie malienne de développement textile (CMDT), compagnie cotonnière qui finançait le budget étatique jusqu'à peu près 30%, est privatisée et les travailleurs renvoyés au chômage, l'exploitation de l'or par les compagnies étrangères ne bénéficie pas la population alors que le pays est deuxième producteur en Afrique après le Ghana et la part de la vente d'or est très importante dans l'économie du pays, mais nul ne sait comment ces revenus sont utilisés. Le secteur de la télécommunication du SOTELMA (société de télécommunications du Mali) a été vendu à Maroc Télécom pour 184 milliards de francs CFA.

Qu'est-ce qui reste au Mali pour l'avenir des jeunes Maliens? Depuis 1992, l'enseignement au Mali, qui était pourtant considéré parmi les meilleurs de la région, ne cesse de se dégrader d'année en année. L'État s'en est désintéressé en prônant la privatisation imposée par les programmes d'ajustement structurel dans un pays où plus de 80% de la population vit avec moins d'un dollar par jour. Les dix ans de présidence d'Alpha Oumar Konaré (1992-2002) ont été le début de la sombre période pour l'éducation malienne. Une période très marquée par les sorties et grèves des élèves et étudiants.

L'état actuel de l'école malienne est déplorable. Le nouveau système éducatif a pour principal objectif d'élargir la base sans se soucier aucunement de la qualité et du niveau d'enseignement et en même temps d'exclure le plus grand nombre d'élèves au fur et à mesure. Ainsi deux redoublements ou avoir 18 ans avant la fin de l'école fondamentale valent une exclusion. Cela touche de 18 à 25% des élèves. Malgré cette situation aussi inquiétante, il n'existe pas de réel débat national autour des questions éducatives. L'absence de bonne volonté des autorités à rétablir un bon enseignement fondamental public s'explique surtout par l'explosion des écoles et universités privées partout dans le pays. Cette éducation privée dont l'accès est réservé seulement aux enfants des familles aisées qui ne représentent que quelque 10% de la population ne peut être une solution pour le développement d'une nation aussi pauvre.

Dans cette atmosphère d'anarchie, il est difficile de prévoir un futur meilleur pour un pays qui est parmi les plus pauvres de la planète, mais qui se veut libéral comme les pays les plus riches; or les conséquences de cette libéralisation de l'économie de l'un ou de l'autre pays sont aussi grandes et lointaines que la différence entre la mer et le désert.

Pour conclure, il est important de souligner que la privatisation au Sud et notamment en Afrique touche les secteurs les plus vitaux de l'économie et de la société d'une façon négative pour la très grande majorité de la population pour laquelle l'accès aux ressources reste un rêve, et dont la réalisation serait une illusion. L'Etat devrait avoir encore sous son contrôle les secteurs les plus productifs de l'économie pour une meilleure redistribution des ressources. L'exemple des Etats d'Amérique latine devrait être une bonne inspiration pour les pays d'Afrique. L'Etat est public malgré la corruption, mais la privatisation en Afrique ne fait jusqu'à présent qu'enfoncer les économies nationales au profit de quelques classes sociales, mais surtout des entreprises multinationales.



"(...) dans une lettre datée du 8 mai 1943 Roosevelt envisageant l'occupation militaire de la France, se proposait de nommer de Gaulle «gouverneur de Madagascar»."

Grégoire Madjarian,
"Conflits, pouvoirs et société à la Libération",
10/18, 1980.

Le régionalisme: un outil pour le développement?

Tiago Stichelmans, Belgique, Gresea

Dans le cadre d'une réflexion sur le rôle de l'Etat dans le développement de l'Afrique, il est intéressant de se pencher sur la thématique du régionalisme. L'intégration régionale est en effet un bon exemple du type d'initiative que peut appuyer un Etat afin de favoriser une stratégie de développement. On va donc tenter de voir quelle est l'origine de la pensée régionaliste africaine, quelles sont les initiatives qui existent et quel type de pensée se trouve derrière ces initiatives et enfin, quelles sont les raisons pouvant expliquer le faible avancement des projets d'intégration régionale en Afrique.

Origine de la pensée régionaliste africaine

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les premiers projets régionalistes en Afrique datent d'avant la décolonisation puisque les puissances coloniales avaient elles-mêmes tenté de mettre en place des fédérations de pays. A l'aube de la décolonisation, un mouvement de pensée en faveur du régionalisme s'est rapidement développé parmi les élites africaines. A l'origine, il était étroitement lié à l'idéal panafricain. Celui-ci cherchait à assurer l'indépendance politique et économique de l'Afrique. Sa division était vue comme un obstacle à cette indépendance. De cette manière, le panafricanisme conçoit dès le départ l'intégration des économies comme un objectif fondamental. Ainsi, des projets de banque africaine de développement ou de zones de préférences commerciales sont déjà évoqués en 1960. Face à de nombreux obstacles, les conceptions les plus ambitieuses sont rapidement écartées. L'indépendance récente des Etats et la volonté de préserver leur souveraineté qui en découle, les disparités économiques importantes, la bipolarisation et l'absence d'encouragements des anciennes puissances coloniales en faveur de ces projets ont fait que les différents

discours panafricains n'ont pu se traduire en actes concrets. Cela a eu deux conséquences. D'une part, les objectifs et les structures de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), créée en 1963, sont nettement moins ambitieux que ce que les discours des leaders africains laissaient penser à la fin des années 1950. D'autre part, le discours régionaliste s'est distancé du panafricanisme pour privilégier des projets sous-régionaux. Cependant, on continue à développer des projets d'intégration régionale pour des raisons de stratégies économiques. En effet, les modèles de développement privilégiaient à cette époque des stratégies de substitution des importations à travers un processus d'industrialisation. Or, pour rendre un tel processus viable, les marchés nationaux africains étaient trop étroits. Pour cette raison, le régionalisme, qu'il soit imaginé à un niveau continental ou à un niveau plus restreint, reste présent dans les discours et les stratégies de développement. Cependant, la fin des années 1970 voit l'apparition de nouveaux modèles de développement sous l'impulsion des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) du FMI et de la Banque Mondiale. Ceux-ci imposent l'ouverture des économies africaines au commerce mondial minant les projets régionalistes dans leur conception de l'époque.

Conceptions actuelles du régionalisme africain

Dans les années 1980, avec l'avènement des politiques néolibérales, la conception de l'intégration régionale a fortement évolué, et cela, sous l'influence des puissances extérieures. Après avoir poussé à la libéralisation des économies africaines à travers les PAS, le FMI a commencé à encourager les projets régionalistes en Afrique. N'étant pas satisfait des résultats des PAS, il voyait dans le régionalisme un moyen de libéraliser davantage les économies africaines. L'Union européenne (UE) a également commencé à encourager le

régionalisme africain, mais selon sa propre conception. Il s'agit donc de projets régionaux basés sur la libéralisation économique alors même qu'il n'y pas d'intégration physique entre les pays étant donné les lacunes au niveau des infrastructures de communication. La création de l'Union africaine (UA), en 2001, est à analyser dans ce contexte particulier. Ses objectifs sont variés et on peut parler d'un projet multidimensionnel. Afin de réaliser les objectifs de l'UA au niveau économique, ses membres lancent le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). Et là, nous retrouvons une conception très libérale de ce que doit être le régionalisme au niveau continental. Le texte privilégie l'insertion de l'Afrique dans l'économie mondiale, l'intégration des marchés, l'augmentation des flux commerciaux intra africains, la libéralisation des investissements ce qui témoigne d'un discours dominé par une conception économique libérale de la régionalisation. Celle-ci se retrouve dans les initiatives continentales telles que l'UA et le NEPAD mais également dans les projets sous-régionaux qui se sont développés depuis les années 1980. Ceux-ci sont très nombreux et ont généralement le même type d'agenda: mise en place d'une zone de libre-échange, d'une douanière voir d'une monnaie commune. D'autre part, les projets non-économiques comme la coopération culturelle, et les programmes d'infrastructures sont souvent délaissés.

Malgré ce regain d'intérêt pour le régionalisme, au niveau sous-continental d'abord, au niveau continental ensuite, les projets d'intégration régionale ne progressent pas.

Des projets qui n'avancent pas

De l'avis de tous les spécialistes, le continent africain est celui sur lequel le régionalisme avance le moins bien.

Les raisons qui expliquent ce manque de progrès sont multiples, mais il est possible de distinguer celles qui tiennent à des difficultés structurelles et celles qui s'expliquent par le contexte politique mondial. Commençons par les causes structurelles. Il y a tout d'abord l'instabilité politique présente dans de nombreux pays africains. Elle engendre une incapacité pour les élites africaines de s'engager dans des projets politico-économiques de longs termes. Or, c'est précisément ce que requiert un processus d'intégration régionale. Au niveau économique, on pointe souvent du doigt le manque de complémentarité économique. Une intégration régionale pourrait favoriser la diversification des économies africaines, mais étant donné les conditions de leurs insertions dans l'économie mondialisée, elles maintiennent leurs structures actuelles. Il s'agit donc d'un phénomène qui s'autoalimente. Au niveau institutionnel, le chevauchement de multiples initiatives régionales pose problème puisque la plupart des pays africains font partie de différents projets régionaux avec des agendas différents. Enfin, il est très difficile de faire progresser une intégration économique entre différents pays qui manquent d'infrastructures de communications les reliant.

Au niveau du contexte politique mondial, le néolibéralisme privilégie des modèles de développement dans lesquels les Etats doivent s'effacer de la sphère économique tout en favorisant une économie qui se concentre sur les échanges commerciaux avec le reste du monde en privilégiant ses avantages comparatifs. Cette pensée économique ne favorise donc pas l'intégration régionale africaine puisqu'en maintenant leurs avantages comparatifs, les économies africaines ne peuvent pas renforcer leur complémentarité. Un cas exemplaire est celui de l'Afrique du Sud qui signe des accords de libre-échange avec de grandes puissances commerciales comme l'UE malgré les effets négatifs que cela peut avoir sur ses voisins de la SADC. L'intégration de la SADC s'en retrouve freinée alors même qu'elle représente un marché offrant des débouchés importants pour l'économie sud-africaine. On peut également citer la

coopération entre l'UE et les pays ACP dans le cadre de l'Accord de Cotonou. Celui-ci prévoit la constitution de zones de libre-échange entre l'UE et une série de régions africaines. Agissant de la sorte, l'UE ne favorise que l'intégration du continent africain dans la mesure où elle a comme toile de fond un commerce accru avec l'UE et non entre les pays africains eux-mêmes. Ce type de coopération illustre bien les problèmes que représente un régionalisme parainé par des puissances extérieures, dans lequel les pays africains sont dépendants pour financer leur intégration et manquent donc d'autonomie dans la mise en place de leur agenda et de leur conception du régionalisme. Il en découle des constructions régionales qui ne tiennent pas assez en compte du contexte dans lequel elles s'inscrivent. A ce niveau-là, il est particulièrement important de souligner que tout projet régionaliste devra se préoccuper de l'économie informelle et de la régionalisation transfrontalière. Un dernier obstacle est la connivence entre certaines élites africaines et de grandes multinationales qui n'ont pas intérêt à observer de changements majeurs dans les structures économiques africaines. ■

"Du temps de la colonisation, le Sénégal était synonyme de cacahuètes."

Sally N'Dongo,

"Coopération et néo-colonialisme",

Petite collection Maspero, 1976.

Pour en savoir plus ...

Marc François, Documentaliste au Gresea

*disponibles au Gresea

Monographies

Rapport économique sur l'Afrique 2009: développer l'agriculture en Afrique par des chaînes de valeurs régionales/ Commission économique pour l'Afrique, Union africaine; CEA, Addis-Abeba (Ethiopie), 2009; 237 pages (www.uneca.org)*

Le développement économique en Afrique. Rapport 2009. Renforcer l'intégration économique régionale pour le développement de l'Afrique/ Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement; Nations unies, Genève, 2009, 128 pages*

L'Afrique au secours de l'Afrique/ Sanou Mbaye; Editions de l'Atelier, Paris, 2009; 159 pages*

Les Africains, histoire d'un continent/ John Iliffe; Ed. Flammarion, Paris, 2009; 701 pages (Poche)

Africa: altered states, ordinary miracles/ Richard Dowden; Portobello Books, Londres, 2009; 576 pages

L'Afrique humiliée/ Aminata Traoré; Fayard, Paris, 2008; 292 pages

La politique par le bas en Afrique Noire/ Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Toulabor; Ed. Karthala, Paris, 2008; 217 pages

Afrique: les voies de la prospérité. Dix clés pour sortir de la pauvreté/ Eugène Nyambal; L'Harmattan, Paris, 2008; 240 pages

Les défis de l'Etat en Afrique/ Michel Galy et Elena Sannella (Dirs.); L'Harmattan, Paris, 2007; 206 pages

Géopolitique de l'Afrique/ Philippe Hugon; Sedes, Paris, 2007; 239 p.

L'Afrique des idées reçues/ Georges Courade; Belin, Paris, 2006; 400 p.

La France en Afrique. Cinq siècles de présence: vérités et mensonges/ Jean-Paul Gourévitch Acropole, Paris, 2006; 451 p.

L'Afrique en attente?/ Cheikh Tidiane Diop; L'Harmattan, Paris, 2006; 122 p.

L'Afrique: continent d'avenir?/ Jean-Pierre Foirry; Ellipses, Paris, 2006; 238 p.

L'économie de l'Afrique/ Philippe Hugon; La Découverte, Paris, 2006; 123 pages (Repères 117)*

L'Afrique/ Sylvie Brunel; Ed. Bréal, 2004; 235 pages

L'Afrique dans la mondialisation/ Makhtar Diouf; L'Harmattan, Paris, 2002; 244 pages (Forum du Tiers-Monde)*

La compétitivité future des économies africaines. Actes du Forum de Dakar, mars 1999/ Alioune Sall (éd.); Karthala, Paris, 1999; 492 pages*

L'Etat et la crise en Afrique: la recherche d'une seconde libération. Compte-rendu de la conférence de Mweya en Ouganda du 12 au 17 mai 1990; Fondation Dag Hammarskjöld, 1992; 36 pages*

Charte africaine de la participation populaire au développement. Conférence internationale sur la participation populaire dans le processus de redressement et de développement en Afrique. Arusha (République-Unie de Tanzanie), 12-16 février 1990; 75 p.*

Pour l'Afrique, j'accuse. Journal d'un agronome au Sahel en voie de destruction/ René Dumont; Plon, Paris, 1986 (Terre humaine)

(dans les) Revues

Indispensable Afrique – in: Manière de voir (Monde diplomatique) n° 108, décembre 2009-janvier 2010

L'État de l'Afrique 2009 – in: Jeune Afrique, Hors Série no 21, 2009; 186 p.

Afrique: quand la Chine change la donne (dossier) – in: L'Economie politique n° 38, avril 2008

Africa, many hills to climb/ Mi-

chelle Sieff – in: World Policy Journal, Fall 2008 (World Policy Institute); p. 185-195 - http://findarticles.com/p/articles/mi_hb6669/is_3_25/ai_n31590978/

Regards sur l'Afrique (dossier) – in: Informations et commentaires (Le développement en question) n° 132-133, juillet-décembre 2005

Cahiers d'études africaines Revue (trimestrielle) internationale et interdisciplinaire bilingue – Editions EHESS - <http://etudesaficaines.revues.org/index6555.html>

Africa renouveau Revue trimestrielle – Bureau S 955, Nations Unies, New York 10017, Etats-Unis - <http://www.un.org/french/ecosocdev/geninfo/afrec/>

Politique africaine Revue (trimestrielle) pluridisciplinaire d'analyse du politique en Afrique – Karthala - <http://www.politique-africaine.com/la-revue.htm>

Sites

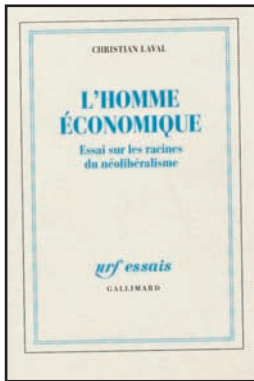
The Africa competitiveness report 2009 – World Economic Forum Davos - <http://www.afdb.org/en/knowledge/publications/africa-competitiveness-report-2009/>

L'Afrique/ Friedrich Hegel – in: G.W.F. Hegel, La Raison dans l'Histoire, Éditions 10/18, Département d'Univers Poche, Trad. K. Papaioannou, 1965 - <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/11/HEGEL/15275>

AfricaFiles est un réseau qui a pour but de promouvoir les perspectives africaines ainsi que les analyses d'alternatives en matière de droits humains et de justice économique en Afrique - <http://www.africafiles.org/index.asp>

Third World Network Africa est une organisation de recherche et de plaidoyer en matière de questions Nord-Sud - <http://www.twnafrica.org/>

Pambazuka News Voix pan-africaine pour la liberté et la justice - <http://www.pambazuka.org/fr/> ■



Christian Laval, *L'homme économique. Essai sur les racines du néolibéralisme*, Paris, Gallimard, 2007, 391 pages, 24,90 euros.

Christian Laval, historien et philosophe français, a certainement dû penser s'attaquer à une montagne lorsqu'il posa les questions de départ de son ouvrage: qu'est-ce que le néolibéralisme? Et, quelles en sont les racines anthropologiques? En effet, cet ouvrage va bien au-delà de l'analyse purement économique pour s'intéresser, en Occident, aux étapes de la construction de l'individu comme un moi intéressé (p.17). Le néolibéralisme s'est construit sur l'hypothèse d'un homme "moderne", acteur rationnel cherchant en toute situation la maximalisation de son intérêt. De la société du don à celle de l'intérêt, voici le lien social autour duquel se sont organisées les sociétés occidentales. A la différence de son ancêtre du 19ème siècle, le néolibéralisme a pour spécificité d'avoir permis au discours économique de dépasser le monde de l'échange commercial pour créer un cadre juridique et politique favorable au marché. Pour l'auteur, l'humanité occidentale est aujourd'hui réduite à un simple calcul "coût bénéfice". Un livre exigeant, mais qui permet de comprendre que la normativité occidentale actuelle a une histoire et n'est en rien une vérité divine. (BB)



Marc Montoussé et Dominique Chamblay, *100 fiches pour comprendre les sciences économiques*, Paris, Bréal (4ème édition), 2009, 44 euros.

Ce manuel d'économie à destination principalement d'étudiants présente sous forme de fiches (2 pages) les thématiques centrales permettant d'aborder la compréhension des sciences économiques. Comme souvent, ce type d'expérience généraliste se solde par un certain nombre de raccourcis. Essayez de résumer "les mutations économiques et sociales du XXème siècle" ou "la politique budgétaire" en deux pages, vous devrez aussi par moments utiliser les chemins de travers. Les auteurs ont néanmoins le mérite de servir ces différentes thématiques dans un enrobage historique et même quelquefois idéologique, "la monnaie ne serait pas neutre !", qui fait également de ce manuel une bonne introduction aux enjeux d'une économie jamais vraiment déconnectée du choix politique. (BB)



Retour de l'Etat. Pour quelles politiques sociales ? Point de vue du Sud/Alternatives Sud, Centre Tricontinental, Editions Syllèpe, Volume 16-2009/2, 183 pages, 18 euros.

Les réflexions sur le rôle de l'Etat sont plus que jamais d'actualité. En ces moments de crise économique, il semble qu'il soit revenu au centre des discussions tant l'idéologie néolibérale paraît discréditée. Ces réflexions portent tant sur le rôle de l'Etat comme régulateur que comme acteur fondamental des stratégies de développement. Même les institutions internationales semblent revaloriser le rôle des politiques publiques. Dans les pays du Sud, il existe de nombreuses initiatives qui semblent indiquer que les Etats cherchent à retrouver un rôle permettant de promouvoir une certaine justice sociale. Après deux chapitres examinant le rôle de l'Etat d'un point de vue historique et théorique, le livre analyse la situation au Maroc, en Afrique du Sud, en Inde, en Indonésie, au Venezuela, au Chili et enfin au Brésil. Il en ressort un sentiment d'espoir par rapport à des transformations en cours dans des sociétés très différentes mais cherchant chacune à donner un nouveau rôle à l'Etat. (TS)